

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

NUMÉRO 200
1^{er} AOÛT-5 SEPTEMBRE 80

LORIENT :
REFUSER LE DÉCLIN

QUI SONT LES AUTONOMISTES ?



QUI SONT LES AUTONOMISTES ?

Si la réputation des Français est leur ignorance de la géographie, il en est en revanche, qui connaissent parfaitement leur histoire. L'ancien ministre gaulliste Léo Hamon, par exemple, vient d'en faire la preuve lors d'un récent colloque consacré à son enseignement. «**Si l'on n'enseigne plus l'histoire dans un sens national, y a-t-il déclaré, il y aura des Bretons, des Occitans et des Basques, mais il n'y aura plus de Français**».

L'aveu, s'il est de taille, n'est guère totalement isolé. Les plus lucides des jacobins l'ont admis depuis longtemps avec Michel Debré et Alexandre Sanguinetti: la France est une construction fragile, et faute de mortiers et autres étais, elle pourrait bien se lézarder. L'un de ces ciments, nécessaires pour éviter l'éfritement, c'est bien «**l'enseignement de l'histoire dans un sens national**», autant dire sa fabrication. Giscard, lui-même, l'a bien vu. En mettant un verrou à toute velléité de pouvoir régional, il a fait en sorte de boucler toute tentative centrifuge...

Alsacien à l'est, Flamand au nord, Breton à l'ouest, Corse, Occitan, Basque, et Catalan au sud, l'hexagone a les extrémités loin du cœur, et la circulation, parfois, s'y fait mal. D'où ces picotements qui, périodiquement,

agacent et qu'on soigne en vain en alternant systématiquement frictions et pommades. En vain, car le mal est d'un autre ordre, «de naissance» en somme et, en refusant sa vérité constitutive, la France se condamne à d'éternelles démangeaisons!

De plus en plus, le carcan est ressenti comme insupportable, et le «prurit autonomiste» pour reprendre la délicate expression de Raymond Barre est loin de s'atténuer. Il est même devenu, que ce soit en Corse, en Occitanie, ou au Pays Basque une dimension de la vie politique qu'on ne peut plus laisser de côté, en arguant de son importance négligeable.

Des renforts

En Bretagne, non plus. Le démantèlement déjà ancien de l'économie, le laminage des paysans, l'exode chronique des jeunes, l'étouffement de la langue bretonne et, parallèlement, la militarisation du pays, sa dévotion au tourisme sont ressentis comme des maux spécifiques. Qu'on les qualifie avec modération de «malaise régional breton», ou plus lucidement de «situation coloniale» ils sont bel et bien perçus comme d'essence purement

bretonne, et de plus en plus nombreux sont ceux qui estiment que cette situation originale doit appeler des solutions originales.

Il faut dire que cette optique «autonomiste» a reçu, ces derniers temps, des renforts de taille: les marées noires, successives, en démontrant l'incapacité d'un pouvoir hypercentralisé à prévenir de telles catastrophes, mais en revanche son aptitude remarquable à en minimiser les conséquences psychologiques, ont quand même fait réfléchir. L'affaire de Plogoff, enfin, dont la dimension bretonne a fait l'originalité et a donné à la lutte son efficacité, a indiqué qu'aux yeux du pouvoir le rôle de la Bretagne est toujours d'être un réservoir pour la France — un réservoir d'énergie aujourd'hui après avoir été un réservoir de main-d'œuvre... Ce rôle de réservoir assigné à la Bretagne, force est de reconnaître que certains dirigeants de la gauche française, et non des moindres, l'ont accepté à notre place.

Cette volonté de la droite gouvernementale de décider à Paris de ce qui est bon ou mauvais pour la Bretagne, volonté centralisatrice que la gauche reprend trop souvent à son compte fait le succès des «oppositions

spécifiquement bretonnes» pour reprendre l'expression de Fanch Olivier dans son petit livre (qu'il faut lire), Bretagne (1).

Vie et mort (?) du FLB

La plus connue, à l'extérieur de la Bretagne du moins, c'est bien sûr, le FLB, le Front de Libération de la Bretagne. Et pour cause: son type d'action correspond parfaitement à ce qu'attendent les médias; la violence crée la sensation et l'adéquation entre le spectaculaire et sa mise en images est totale. Ajoutons que la pratique des attentats correspond aussi, sans aucun doute, à ce qu'attend le pouvoir politique, c'est-à-dire la possibilité de rejeter dans le séparatisme ultra-minoritaire et occulte, l'ensemble de la contestation autonomiste. En réalité, depuis qu'est apparu le sigle, en 1966, le FLB a revêtu des formes multiples, successives ou simultanées, mais n'a jamais constitué cette toile d'araignée bien structurée, au centre de laquelle se tapit un «cerveau» supérieur. Il faut ici faire la part du romantisme du côté des poseurs des bombes comme du côté de la presse. Car si la simultanéité de certains attentats dénote une coordination de l'action, si la tenue de certains «conseils» est avérée, la constitution d'un état-major de l'A.R.B. est du domaine de la fiction, autant, au moins, que ce clandestin masqué, rencontré en pleine tempête sur les flancs du Mene-Bre par un journaliste en mal de copie. Certes, on a tenté de tirer les ficelles, depuis Dublin, Galway, Munich ou Montréal mais sans faire tellement mieux, en ce domaine que... la police française!

Au travers de ces FLB successifs, et du mouvement plus récent Trawalc'h, quel est le bilan de la violence séparatiste? A des attentats de plus en plus spectaculaires (les véhicules des CRS de St-Brieuc en 69, l'émetteur de Roc'h Trédudon en 74, celui de Pré-en-Pail en 77, le château de Versailles en 78, la villa du commissaire Le Taillanter en 79) ont succédé des rafles parfois aveugles et des procès dont l'écho politique a décliné avec le temps alors que les condamnations devenaient de plus en plus sévères. Aujourd'hui, les militants se réclamant de la violence séparatiste semblent dans l'impasse. Reculant devant une escalade qui risquerait d'être sanglante, ils constatent le gachis de la mort de l'un des leurs, Yann Mikael Kernaleguen, tué en 1976 par la bombe qu'il transportait et des lourdes condamnations des derniers procès: 15 ans pour Lionel Chenevière et Patrick Montauzier après l'attentat de Versailles, 12 ans pour Jean-Charles Grall et Marcel Garabelle après l'attentat contre la villa de Le Taillanter. C'est, dans l'indifférence, bien plus que pour un proxénète tortionnaire de Grenoble ou d'ailleurs: le pouvoir giscardien, «champion des droits de l'Homme», assume sans broncher ses prisonniers politiques bretons!

La condamnation de la violence séparatiste, ce n'est pas sur le plan

humain qu'elle doit donc porter: nul ne met en cause la sincérité des militants du FLB. Ce n'est pas non plus sur le plan publicitaire (la triste image donnée par la Bretagne, et autres pleurnicheries... (mais bien sur le plan politique: le méthodes du FLB n'ont rien à voir avec l'actuelle prise de conscience du peuple breton...

La nébuleuse «Emsav»

Cette impasse du FLB, d'autre la ressentent cruellement: ceux qui s'en étaient fait les champions et qui déclinent avec lui. C'est-à-dire cette noria d'organisations aux sigles divers qui sont apparues dans les années 70, dont les structures oscillaient entre partis politiques et comités de soutien, et dont l'idéologie variait de l'extrême gauche à l'extrême droite. Parmi ces tentatives éphémères, le Parti Communiste Breton (très... anticommuniste!), Sav Breizh, Stourm Breizh, les COBAR qui s'étaient donné comme but le soutien aux emprisonnés politiques. Rien de très consistant, en réalité, mises à part, peut-être, trois tentatives plus retentissantes.

D'abord le «parti breton» S.A.V. (Strollad ar Vro) né en 1972, sous l'impulsion de Yann Fouéré, un ancien sous-préfet établi en Irlande et qui avait déjà, en 1957 été à l'origine du M.O.B. (Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne) et aussi du mystérieux Jean Le Calvez, que l'on accusa d'être une «barbouze» et qui, à coup sûr, apporta la majorité des fonds nécessaires à la présentation de candidats SAV dans les trois quarts des circonscriptions bretonnes en 1973. En 1974, un prétendu virage à gauche du mouvement SAV devait provoquer sa disparition: c'était trop demander à certains adhérents, et surtout au(x) financier(s)... Avec la disparition, en 1975, du journal «l'Avenir de la Bretagne» qui avait soutenu SAV après avoir supporté le M.O.B., c'est l'annonce du «glas d'une certaine conception traditionnelle du combat breton» (F. Olivier).

Ensuite, on peut évoquer l'épisode Jean-Edern Hallier, lié aux élections européennes de juin 1979. Car Jean-Edern, un beau jour qu'il voyageait entre la place des Vosges et son château de Briec, s'était découvert breton: une occasion que ne pouvait laisser échapper le petit génie.

Rassemblant autour de lui tout le personnel sans emploi du mouvement breton, annonçant des ralliements sans même consulter les intéressés, Jean Edern entame un nouveau bluff publicitaire: il va présenter une liste aux européennes... Et ça marche! Du côté des médias rien d'étonnant, l'aspect guguusse se colore d'une teinte folklorique... Le rêve! Mais de la part des Bretons qui le suivent, quelle naïveté: beaucoup avaient, il est vrai, approuvé la «charte culturelle» de Giscard et suivront Hallier... jusqu'au jour de sa salutaire diatribe contre les journalistes de télévision. Depuis, Jean-Edern s'est trouvé d'autres nobles causes à défendre, la sienne en particulier, et quelques rescapés du naufrage tentent de survivre sous le nom «d'Europe-Régions», vaguement soutenus par les journaux «Armor-Magazine» et «Breizh».

Enfin, mais sur un plan tout différent, «le Canard de Nantes à Brest» occupe un créneau spécifique. «Anti-organisations» comme l'exige une certaine mode actuelle, englobant largement le champ gauchiste, mais sans tomber dans le sectarisme, le journal fondé par Pierre Duclos n'admettait pas facilement l'étiquette d'autonomiste! Elle lui convient pourtant, par la nature de ses préoccupations et par le cadre géographique qu'il s'est choisi: la Bretagne. Quand on sait que la force de la presse régionale est à la fois de savoir englober les problèmes bretons dans le cadre plus large de «l'ouest», et de les fractionner au niveau d'une édition locale, un tel parti-pris est extrêmement positif, et le rôle du «Canard» qui en agace plus d'un, est finalement fort salutaire.



Les orphelins de l'équipe Hallier, peu avant la perte du père.

(1) Fanch Olivier, Bretagne, Breizh, une nouvelle prise de conscience; Marabout Flash-Actualité, 1978.

L'Union démocratique bretonne

Dans le mouvement breton, l'U.D.B. (l'Union démocratique Bretonne) constitue un cas, à tel point qu'on hésite parfois à la classer... dans le mouvement breton. Il est vrai que, tant dans sa démarche que dans son idéologie ou que dans son fonctionnement l'UDB est en rupture complète avec le mouvement traditionnel. Et cette distance se retrouve jusque dans ses réussites!

Créée en janvier 1964, l'UDB parle moins de «Bretagne» que de «peuple breton». Ce qui l'intéresse, c'est moins la promotion d'une entité nationale que la défense d'un peuple colonisé, de travailleurs engagés dans la lutte des classes. Pour un mouvement breton traditionnel incapable de concevoir que des Bretons puissent aussi en exploiter d'autres, cette analyse marxiste était inadmissible et ne pouvait signifier qu'un alignement sur la gauche française. D'autant que l'UDB ne cesse de soutenir l'union de la gauche en Bretagne.

Pourtant, c'est un développement autonome que connaît l'U.D.B. Refus du nucléaire, refus de la force de frappe, internationalisme, autonomie démocratique, assemblée bretonne élue au suffrage universel direct et proportionnel, suppression des préfets, c'est un programme qui ne risque pas de si tôt d'être récupéré. D'autant que l'UDB réclame avec force une industrialisation importante pour une Bretagne dont la jeunesse est contrainte à l'exode.

Par son organisation aussi, l'UDB rompt avec les traditions fortement structurées, l'UDB absorbe sans à coups majeurs la rotation de ses dirigeants et permet la coexistence active en son sein de courants de pensée très divers, marxistes, progressistes, nationalistes de gauche, socialistes autogestionnaires, écologistes, etc... A qui s'étonne qu'une telle coexistence puisse être pacifique, les dirigeants de l'UDB répondent de deux manières: d'abord, la coexistence n'est pas toujours pacifique! Ensuite, ce qui l'impose, c'est la nature anticolonialiste du combat breton qui permet l'émergence d'un «bloc progressiste» large en Bretagne.

Autre spécificité UDB, la participation progressivement de plus en plus large aux élections, et parfois avec succès. Ainsi, aux élections municipales de mars 77, l'UDB présente sur les listes de gauche, fait son entrée dans une trentaine de municipalités. Il y a ainsi des adjoints UDB à Brest, à Lannion, à Morlaix, à Carhaix, etc... Il y a même, au Conseil Régional, le seul élu autonomiste de... France, Ronan Leprohon. En 1979, aux cantonales l'UDB obtenait d'autres succès, dépassant parfois les 10% et plaçant en une occasion l'un de ses militants, Pierre Moal, en tête de la gauche au premier tour.

Il est vrai qu'en mars 1978, l'UDB qui présentait 17 candidats, mais n'avait eu nul accès à la radio et à la télévision, même régionales, résistait mal, et en juin 79, le caractère antidémocratique

de l'élection européenne l'écartait de la compétition. Aujourd'hui, l'UDB tente, en compagnie des autonomistes des autres minorités de l'hexagone, et avec les représentants des TOM-DOM, de mettre sur pied une candidature pour les présidentielles de 1981.

Ainsi l'UDB aura gagné deux luttes qui n'étaient guère évidentes: ancrer définitivement à gauche la revendication autonomiste, et aussi réussir en son nom des actions populaires de masse (pétition pour imposer l'UDB à la télévision, meetings sur l'emploi ou sur le nucléaire et les fêtes du Peuple Breton, dont la dernière a réuni à Brest 30.000 personnes).

Et la gauche?

Elle réagit de manière non uniforme à la revendication autonomiste. Elle peut, en fait, de moins en moins la passer sous silence ou la réduire à l'anecdote. Le Parti Communiste, a pour le moment, une réaction de rejet, très peu étayée, au demeurant puisqu'au cours d'un voyage en Bretagne son secrétaire général a feint de croire qu'il s'agissait de revendiquer des... ministres bretons. Depuis, localement, le PC n'a pas fait de gros efforts pour cerner la question bretonne, se contentant d'en souligner le caractère «petit bourgeois», ou accusant l'UDB d'alignement sur le P.S... (2).

En ce qui concerne ce dernier, on pourrait plutôt inverser le compliment, car, en matière bretonne, il n'a pas craint la récupération des thèmes autonomistes, avec, du moins de la part

des responsables locaux, une certaine hardiesse. Mais, à intervalles réguliers, François Mitterrand sait fixer certaines limites, et, en remettant au pas les rocardiens au congrès de Metz, il a, par la même occasion, redressé la barre du PS vers un centralisme plus rigoureux. Restent le PSU et les écologistes: le premier a cherché à adopter au milieu du mouvement breton une coloration cryptique qui n'a pas empêché qu'on le repère.

Coincé entre sa volonté de se fondre dans «l'emsav» et son statut de parti français, il a mal renouvelé son personnel en Bretagne. Quant aux écologistes, ils sont souvent en Bretagne, regroupés dans la très efficace et sérieuse SEPNEB, loin des agitations vertes de l'«écologie politique» qui prétend pourtant prendre en remorque les «autonomistes». On ne peut dire que, chez nous, ce soit un franc succès.

En 1980, cette question bretonne que certains pensaient en voie d'extinction est au contraire plus que jamais posée. Sa radicalisation correspond à une attitude de plus en plus dure du pouvoir. L'autonomie doit être aujourd'hui comprise comme une idée de l'avenir et non comme une résurgence passéiste.

Jean Guéguénat.

(2) Cette réaction négative en Bretagne contraste avec la bienveillance dont le PC fait preuve à l'égard de l'autonomisme occitan. Sans doute faut-il y voir le fait que la faiblesse du mouvement occitan permet au PC un contrôle rigoureux du contenu de l'autonomisme...



Le Peuple Breton-Yvon Boëlle

En haut, manifestation nocturne de l'U.D.B. à Rennes, pour un droit d'expression à la télé.

En bas, après la marée noire de l'Amoco-Cadiz.



J.-Y. Varin

Du côté des culturels...

Le Peuple Breton/Yvon Boëlle



Eliminatoire de la Bogue d'Or 77 à St-Abraham

A côté du mouvement autonomiste, politique, et interférant parfois (mais pas toujours) avec lui, une foule d'organisations culturelles ont pris naissance dans l'après-guerre et touchent maintenant pratiquement tous les domaines de l'expression populaire.

Les plus remarquables sont, bien sûr, ceux qui ont pris la défense de la langue bretonne, en grand péril depuis une apogée qui se situe bien plus près de nous qu'on le croit souvent: le nombre des bretonnants a dû être maximum peu avant la guerre de 14-18.

Défendre le breton

Défendre le breton, c'était non seulement lutter contre la volonté centraliste de détruire cet élément allogène, mais c'était aussi lutter contre... les bretonnants eux-mêmes qui ont eu — réflexe typique de colonisés — une réaction de rejet contre leur propre mode d'expression, conçu comme un facteur d'arriération, d'isolement social, d'obstacle au modernisme. Et il faut bien reconnaître que le statut social conféré par la vie publique, les moyens de communication de masse, l'administration, l'école donnent quelque poids à ces griefs. C'est toute une génération de jeunes, des années 20 à 40 que le statut «vernaculaire» assigné à leur langue a transformés en prisonniers de la parole, en véritables émigrés de l'intérieur...

C'est donc une formidable résistance psychologique qu'a rencontré (et que rencontre encore) le mouvement de défense du breton, et il lui a fallu bien des efforts (du moins pour ceux de ses membres qui les ont tentés) pour ne pas se couper d'un peuple dont ils prétendaient défendre les richesses.

C'est pourquoi les premières tentatives de ce genre ont été (1) le fait d'intellectuels, bien qu'il y ait toujours eu une fraction non négligeable du peuple breton, surtout dans sa partie la plus pauvre (petits paysans, ouvriers du bâtiment, etc...) à pratiquer avec fierté une langue dont il perçoit avec sûreté le génie.

Il aura ainsi fallu attendre les années 70 pour qu'apparaisse un mouvement populaire de défense du breton, capable de regrouper, dans un optique de gauche, des efforts jusque là dispersés et capable d'organiser des actions de masse. C'est le cartel «Galv» responsable de meetings importants et des premières «marches pour la langue» qui crée le déclic. Partis et syndicats sont bien obligés de se prononcer sur l'enseignement de la langue, son emploi dans la vie publique, son utilisation à la radio et à la télévision. Tous le font positivement, mais avec des convictions diverses et il faut admettre que certaines motions de fin de congrès font alors penser à quelque chose d'intermédiaire entre le cache-sexe et le vœu pieu...

Bref, dans les années soixante dix, la

revendication bretonnante figure, avec des urgences très diverses au catalogue de la gauche: c'est déjà un progrès énorme!

Pas décisif estiment beaucoup, qui préfèrent créer des organisations diverses, à vocations multiples. Aujourd'hui, véritable bouillonnement d'énergies, le mouvement bretonnant est en pleine course contre la montre: à la disparition ultra-rapide du peuple bretonnant correspond la montée lente d'une jeunesse néo-bretonnante. Est-ce le remplacement de l'authentique par l'artificiel? Le risque est évident, mais pas encore joué comme l'estiment un peu vite les partisans (parfois haut placés) du breton décorum.

Les cours de breton sauvages gardent leur raison d'être et leur succès: Skol an Emsav leur apporte un concours important. Emgleo Breiz se fait depuis des années le comptable rigoureux, indigné et inefficace des manquements ministériels et des promesses non tenues. Les journaux en breton tiennent le choc. Al Liamm, le plus ancien, Brud, Planedenn, etc... paraissent avec une régularité à la mesure du dévouement de leurs responsables. «Pobl-Vreizh» cumule lui le triple handicap d'être un journal politique, un journal politique de gauche (organe de l'UDB) et un journal politique de gauche en Breton. Les stages et les camps de bretonnants se multiplient chaque été, les



méthodes de breton aussi et la langue bretonne possède même cette ultime richesse (?) d'être dotée de 3 orthographes. Les docteurs qui se penchent à son chevet ne sont pas toujours en très bon termes, en effet, et l'entente, même sur la manière de l'écrire, a paraît-il, des résonances politiques!

Aujourd'hui, de nombreuses organisations de gauche sont regroupées dans un «Front culturel progressiste» que boude le PC; un PC qui critique également la plus novatrice des expériences tentées par le mouvement culturel: Diwan, en breton, le germe — ce sont des écoles maternelles en breton, qui, parties du petit bourg léonard de Lampaul-Ploudamézeau il y a quatre ans, étendent maintenant leur action sur toute la Bretagne. En décidant d'enseigner en breton et non pas le breton, les promoteurs de Diwan ont posé un acte véritablement révolutionnaire qui remue profondément les consciences individuelles. Aujourd'hui, l'extraordinaire succès de Diwan est un succès fragile: une fragilité dont les dirigeants ont bien conscience. Vivant pratiquement d'apports d'argent bénévoles Diwan est cependant très «budgétivore». De plus, certains parents sont au moins aussi tentés par l'aspect école parallèle que par l'aspect école bretonnante. En tenant fermement à leur revendication d'intégration dans l'éducation nationale, les dirigeants de Diwan leur répondent de manière aussi claire qu'aux instituteurs — un tantinet corporatistes en l'occurrence — qui leur reprochent d'avoir créé une école... privée!

Des festou-noz à la chanson

Le mouvement culturel a d'autres expressions que celles strictement linguistiques, bien qu'en général la volonté de promouvoir la langue soit sous-jacente.

Ainsi, en 1980, on connaît les festou-noz aussi bien à Athis-Mons qu'à Grenoble ou à New-York. Du point de vue strictement traditionnel il n'y sont pas plus déplacés qu'à Brest ou à Rennes car le berceau des festou-noz c'est la montagne bretonne, et le territoire où ils se sont maintenus sans solution de continuité est des plus réduits. Le renouveau «explosif» des festou-noz et leur expansion (bien

défigurés dit-on parfois) au-delà de leur aire traditionnelle constitue le premier phénomène d'ampleur du renouveau culturel breton. A son origine, un professeur de Quimper bien implanté à Poullaouen, Loeiz Ropars.

C'est dans la mouvance des festou-noz qu'est née la nouvelle musique bretonne. Stivell n'a jamais caché son admiration pour les sœurs Goadec! Cette nouvelle musique bretonne, elle n'est pas née avec Stivell, mais c'est lui qui l'aura imposée (le mot n'est pas trop fort) dans les médias, qui se sont mis à jouer le jeu dans le milieu des années 75. A la suite de Stivell, la musique bretonne — et par extension (?) occitane, corse — devenait intéressante pour le show-business. On vit alors fleurir le bon, et le moins bon qui s'est fané quand les producteurs ont imposé une autre mode. Aujourd'hui, dans l'indifférence parisienne retrouvée, restent les meilleurs qui sont en général devenus de véritables professionnels. A côté de Stivell, les plus connus sont Servat, Tri Yann, An Triskell, Soneriu Du, etc...

Parallèlement à l'aspect «médiatisé» de la musique bretonne, d'autres formes plus discrètes n'avaient cessé de s'affirmer et de s'améliorer en qualité. Celles des chanteurs de kan-ha-diskan dans les festou-nos, celles des sonneurs de couples, dont certains ont atteint ces dernières années un niveau remarquable, tant dans l'exécution que dans la collecte d'airs traditionnels; celles des bagadou et des ensembles cornemuses-bombardes, comme Bleimor, Quimper, Rennes, ou Brest St Mark; celle des arrangements nouveaux à la bombarde avec B. Pichard par exemple; celles plus savantes, «classiques», dues à P.Y. Moign. La symphonie celtique de Stivell, discutée, marque pourtant certainement une date par l'ambition de la démarche. En même temps tout un travail de collectage a été repris, individuellement ou par le biais de «Dastum».

Tous les domaines touchés

En vérité, tous les domaines de la vie sociale du peuple breton sont l'un après l'autre munis d'une expression spécifique.

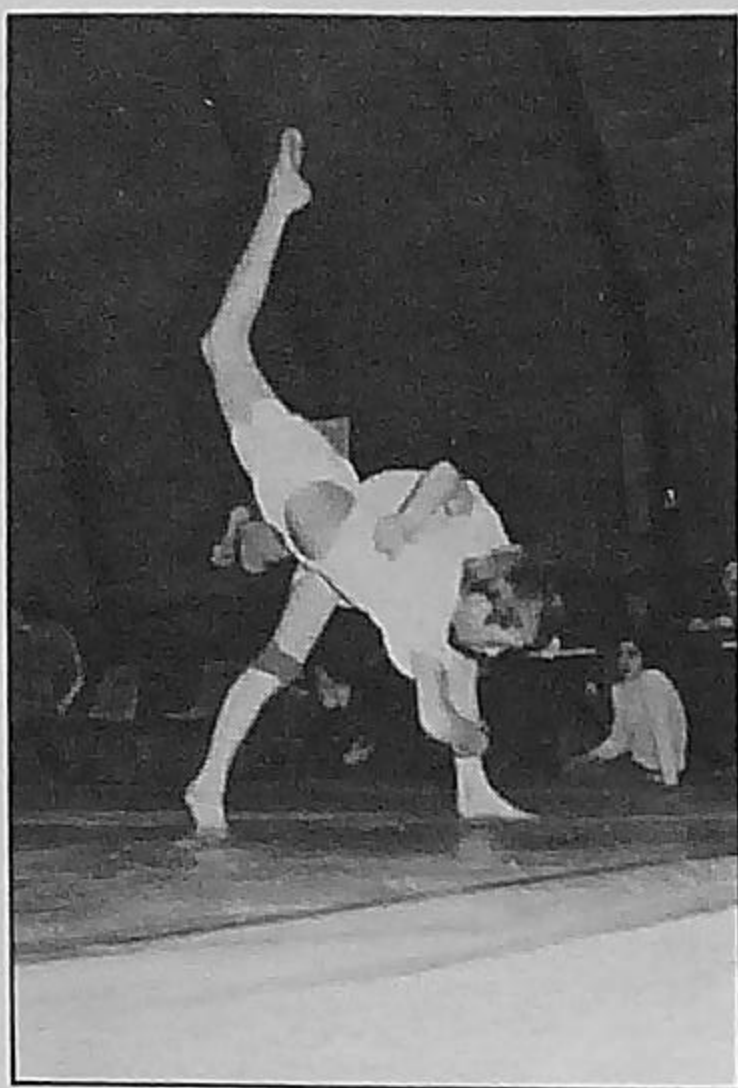
En littérature, c'est déjà ancien, cette manière bretonne de s'exprimer (et pas seulement sur la Bretagne, et pas seulement en breton). On ne cherchera pas ici à refaire une anthologie cent fois réunie. On passera également rapidement le cas de P.J. Hélias dont on attend toujours la version bretonne et originale (?) du «Cheval d'orgueil», mais on s'arrêtera peut-être un peu plus sur des écrivains dont l'optique anticolonialiste guide l'œuvre. Paol Keineg, par exemple qui a connu un impact véritablement de masse avec le «Poème du Pays qui a faim» et surtout le «Printemps des Bonnets rouges» dont les représentations en Bretagne, à l'initiative de l'UDB, ont provoqué un choc important. Mais aussi Yann Ber Piriou, Sten Kidna, Erwann Evenou, Goulc'hen Kervella, Kristian Kéginer, et à un niveau d'engagement moindre, Anjela Duval, Ronan Huon, Tudual Huon, etc...

En matière de radio et de télévision, les rares ouvertures permises par une programmation extraordinairement réduite, si on la compare à ce qui se fait ailleurs en Europe, montrent des possibilités. Au créneau «apolitique» qui leur est assigné, les réalisateurs bretonnants font monter, selon leurs diverses audaces, des gens plus ou moins fréquentables. Mari Kermarreg, Fanch Broudig, Per ar Flao, Rémi Derrien ont à leur actif, avec de faibles moyens des émissions qui tranchent avec le tout-venant francisant régional... Il existe aussi une forme originale de journaux parlés sur cassettes à Lanrivain et à Châteauneuf-du-Faou...

Le théâtre non plus n'est pas à la traîne et plusieurs troupes bretonnantes sortent du théâtre de patronage qui fut toujours vivace chez nous. Ainsi «Strollad ar Vro Bagan» dont la corrosive vie de Michel Le Nobletz fut peu appréciée de la hiérarchie catholique. Ainsi, «Strollad Plougin», qui joue des pièces d'actualité sur le nucléaire, les difficultés paysannes. Et aussi «Teatr Penn ar Bed», qui a l'ambition de créer un théâtre plus «littéraire» et qui a reçu le renfort de Guillaume Kergourlay. Enfin, en français, mais toujours dans cette optique «autonomiste» Jean Kergrist qui fait actuellement pas mal de dégâts avec sa «centrale baladeuse». C'est peut-être aussi dans le domaine du théâtre que le renouveau gallo, à l'est de la Bretagne, est le plus marqué. C'est une forme d'expression qui semble depuis peu toucher le peuple paysan, comme, depuis des années, en milieu bretonnant le «Strollad Beilhadegou Treger».

Le cinéma breton existe aussi, même s'il tâtonne encore et s'il n'a pas, pour l'heure, produit son chef-d'œuvre. Faute de créateurs? Le cinéma breton reste essentiellement militant et dénonciateur. René Vautier, Nicole et Felix Le Garrec, Philippe Durand semblent les leaders actuels. En photo également, deux réalisations ont marqué ces derniers mois. Azimut, la phototèque bretonne ambitionne d'être un véritable service de photos et de diapos à la disposition de ceux qui éditent de la «matière bretonne» et Sellit, autre association de photographes, vient de publier un livre remarquable sur la dernière marée noire (2). Autre réalisation spécifique, le Musée de Bretagne, à Rennes se situe dans les tout premiers rangs de la muséographie européenne...

On pourrait également citer le sport breton, qui ne se résume pas au genou d'Hinault ou aux malheurs du stade



Lutte bretonne



Les sœurs Goadec



René Vautier et Gilles Servat pendant le tournage de « La Folle de Toujane »

brestoises. La lutte bretonne est un sport ancien qui est fort pratiqué dans plusieurs secteurs de Bretagne, et les sports athlétiques bretons (perche, essieu...) connaissent actuellement un net renouveau, particulièrement dans le Léon.

Reste la Bretagne, qui s'étudie et s'observe. En matière de pédagogie, Ar Falz et Skol-Vreizh ont fait un gros effort, avec un résultat particulièrement heureux, la publication en plusieurs tomes d'une «histoire de Bretagne et des Pays Celtiques». Tud-ha-Bro et «Pluriel», ethnographique et sociologique bouclent la boucle de l'observateur observé...

Touchée dans toute son activité par des formes spécifiques, autonomistes, la Bretagne atteint-elle pour autant un statut de proto-nation? Pas évident, car toujours ces formes bretonnes de l'activité coexistent, et souvent de manière très

minoritaire, avec la culture dominante.

De plus, leurs promoteurs se retrouvent-ils forcément dans la dynamique autonomiste politique? Manifestement non.

Entre ceux qui n'ont pas pu cacher leur caractère droitier en acceptant la «Charte culturelle» bidon octroyée par Giscard et en l'accueillant à bras ouverts, ceux qui se refusent à toute activité politique, arguant de la supériorité du culturel et ceux qui, engagés dans la défense de la culture bretonne, font cependant confiance aux partis français de gauche, les «militants culturels» engagés dans la politique bretonne de gauche sont en nombre croissant, certes, mais encore insuffisant pour que se constitue entre la politique et le culturel un véritable front commun.

J.G.

PRESQU'ILE DE RHUYS : ON FERME !

● I.M.P. du «Moulin Vert»

Implanté depuis de nombreuses années près de Sarzeau à Tumiach/Arzon, l'Institut Médico-Pédagogique du Moulin Vert ferme ses portes le 31 juillet... faute d'effectifs suffisants.

Selon la version officielle, cet établissement a vu fondre son effectif du fait d'une loi préconisant le maintien des enfants inadaptés dans le milieu familial, et du fait de la création dans les écoles, de classes spécialisées pouvant accueillir des enfants relevant auparavant des I.M.P.

En réalité, comme pour une grande partie du secteur social, le secteur Médico-Educatif a été laissé aux mains d'associations privées (loi 1901) et aucune politique gouvernementale n'a jamais été globalement définie. Les salariés de ce secteur «public déguisé» (la gestion est privée, mais les fonds proviennent de la D.D.A.S.S.) ne bénéficient d'aucune garantie d'emploi à l'inverse de leurs collègues du secteur public et sont sacrifiés sur l'autel de la crise et de la restructuration. Cela se fait d'autant plus facilement que les responsables de l'association «Le Moulin Vert» sont extérieurs à la région et qu'ils n'ont pas pu (ou pas voulu) tenir compte de l'évolution de la politique sociale et adapter à temps les structures existantes à de nouveaux besoins.

L'I.M.P. devient un Centre d'Aide par le Travail (C.A.T.) et entraîne 20 suppressions de postes (6 maintenus sur 26).

Remplaceront les enfants, des adultes devant vivre et travailler en milieu «protégé»... qui seront employés, entre autres, à l'entretien des propriétés et des espaces verts!

Qui connaît la presqu'île de Rhuy et sa «vocation touristique» mesurera la gravité de cette situation.

● Centre de loisirs et culture du pays de Rhuy

1 licenciement pour raisons économiques?... l'animateur du Centre! Présenté par Marcellin lors des dernières élections cantonales, comme «son enfant», le Centre (ouvert en Déc. 79) ne peut plus payer son animateur.

La politique culturelle des notables locaux se limiterait-elle donc à l'animation des seuls mois d'été... avec pourquoi pas, à l'image de Vannes, «son et lumière» sur le château de Susicinio ou feu d'artifice sur le port de plaisance du Croesty (baptisé pour les besoins «Port La Lande», culture hexagonale oblige).

Sans doute que de telles initiatives seraient en mesure de préserver l'emploi... 2 mois sur 12!

D'ORNANO ET LES PLOUCS



Viouard-Gamma

jettés dans un cendrier où une main indiscrete les ramasse et reconstitue le petit chef d'œuvre que nous ne résistons pas au plaisir de vous livrer aujourd'hui. Telle cette remarque qui montre bien que la démarche consiste à éviter les embûches plutôt qu'à y répondre sur le fond: «**Pour les dispersants nous avons donné des consignes d'emploi, mais il a fallu autoriser, devant la pression locale, des dispersants assez forts (sic). Leur effet se fait sentir sur la faune et sur la flore, mais sur les baigneurs...**». Que ne le disiez-vous quelques instants plus tôt, Monsieur le Ministre, lors de votre conférence de presse, la «pression locale» en eut été comblée! Car voici l'aveu éclatant de ce que tout le monde sait sur la côte en Bretagne, mais que le pouvoir a toujours nié: pour sauver une saison on n'hésite pas à tout détruire, ce qui compte ce sont les apparences. Il faut que les touristes viennent, et tant pis pour leur santé, tant pis pour la faune, tant pis pour la flore. C'est mort mais c'est propre. Comment s'étonner après ça que des pêcheurs aient été incommodés au cours des opérations de nettoyage.

Et puis il est aussi question du dossier du port de Ploumanac'h, le «Trou de Ploumanac'h» comme on dit là-bas: «**C'est un dossier de 2 à 3 MF, non financé et très cher, à voir avec les transports (dévasement du port)**». En réalité, ce n'est pas un dévasement qui est fait mais un dragage destiné à augmenter la profondeur du futur port de plaisance. Ainsi la marée noire devient-elle le prétexte à ressortir un dossier vieux et cher: on ne parle plus du passé, on évoque des créations.

Mais la pilule risque d'être difficile à faire passer parce qu'elle implique une escalade:

on drague, on fait un grand trou, le sable des plages voisines le bouche, puis on monte un barrage en renforçant les digues, ce qui permet de construire un parking et le tour est joué. Alors on préfère rester évasif: «**Il faut une étude d'impact et concertation; établir un programme**», bla-bla-bla, bla-bla-bla...

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il faut faire très attention que la prise de conscience ne s'organise: «**la concertation doit se faire sur un plan départemental, et non pas régional**»... à force de se moquer d'eux, ces sacrés Bretons seraient bien capables de s'organiser, alors rien n'est plus pratique que le compartimentage des rouages de l'Etat!

Si la situation n'était pas aussi grave, on pourrait sourire des imprudences de ce ministre mondain mal à l'aise dans un Ploukistan qu'agitent les vagues de mazout successives. Mais au-delà de la condescendance de ce personnel politique méprisant, et garant efficace des intérêts des classes possédantes, il faut comprendre que cette incessante pratique de la poudre aux yeux peut entraîner des modifications sensibles de notre environnement que nous risquons de ne plus contrôler. On nettoie la mer à l'aide de poisons discrets, on tripote le sable sans se préoccuper des conséquences, on déplace les pions, on profite des circonstances pour se mettre en valeur, le tout avec la bénédiction des notables locaux et de fonctionnaires aux ordres, qu'on vient ensuite décorer du mérite national sur le front de la marée noire. La Bretagne-poubelle a au moins l'avantage de mettre certains en valeur. Ceux-là y trouvent peut-être leur compte, mais pas ceux qui ont chaque année les pieds dans le mazout.

POUR qui ne connaît pas les mœurs politiques sous la V^{ème} République, revues et corrigées à la sauce giscardienne, l'entrevue qui s'est déroulée le 13 juin dernier à Trégastel entre d'Ornano et les associations de défense de la nature, a valeur d'exemple.

Il faut tout de même se poser la question de savoir pourquoi un ministre UDF accepte de se déplacer en 1980. Eh bien parce que ça grogne. Ça grogne dans le Trégor car la coupe est pleine... de mazout, de saccages du littoral, d'erreurs et de magouilles. Alors en année électorale, parce qu'on ne peut pas faire trop souvent le coup de la réception aux élus bretons, on envoie l'endormeur de service avec pour mission de «faire semblant» de jeter quelques miettes, et surtout, surtout, de paraître compétent! C'est l'année du patrimoine, oui ou non?

Pour ça, il y a plusieurs «trucs» qui ont fait leurs preuves même si aujourd'hui la conscience s'éveille au fur et à mesure des marées noires. Premier principe à respecter: comme à Trégastel, avant même de recevoir les associations, on commence par une conférence de presse. Les médias, ça se soigne, et puis aussi, quoiqu'on dise ensuite, c'est le meilleur moyen de juguler la contestation. Bien entendu, c'est l'occasion rêvée d'affirmer ubi et orbi que les plages sont propres, tellement propres même, qu'on pourrait se demander si elles ont jamais été souillées. Allez donc dire le contraire ensuite!

Puis vient l'entrevue au cours de laquelle ce cher ministre démocrate invite les associations à poser les questions. Comme celles-ci peuvent être gênantes, précises, voire même compliquées, on s'arrange pour avoir à ses côtés un attaché de cabinet qui lui, en bon énarque parfaitement conditionné à l'élaboration des réponses officielles, glisse discrètement ses petits gribouillis au ministre, au fur et à mesure des besoins. Ainsi, ce dernier peut-il donner l'illusion de connaître ses dossiers et apporter des réponses, même dilatoires, aux questions posées.

Mais à Trégastel la machine a quelque peu dérapé en raison de l'excès d'assurance d'un ministre trop pressé de se rendre à Caen où il devait sans doute assurer le même genre de prestation. Car la réunion finie, les petits papiers sont déchirés et

Question à 100 F. M. D'Ornano :
et maintenant que va-t-on faire
de la crasse propre ?

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE
LE DIRECTEUR-ADJOINT
DU CABINET

- Pour les dispersants, nous
avons donné des consignes
d'emploi, mais il a fallu
autoriser, devant la pression
locale, des dispersants assez
forts. Leur effet se fait
sentir sur la faune et la
flore, mais sur les
baigneurs....



E. BOURBOTTE

LORIENT : REFUSER LE DÉCLIN

La situation actuelle

Depuis quelques années, le port de pêche de Lorient connaît des difficultés sérieuses. L'exploitation des grands chalutiers modernes qui ont été construits dans les années 70 est devenue déficitaire, par suite :

- de l'augmentation des prix du carburant qui joue un rôle important à cause de l'éloignement des zones de pêche (son prix vient de doubler en un an).
- de l'augmentation du prix du matériel (une bonne partie est fabriquée à partir du pétrole)
- des limitations des zones de pêche
- des quotas, destinés à assurer le maintien de certaines espèces de poissons
- de l'augmentation plus lente (à la production, pas forcément pour le consommateur) du prix du poisson

C'est pourquoi, peu à peu, on assiste à la vente des grands chalutiers de Lorient à

des armateurs étrangers. Le plus grave, c'est que les départs s'accroissent si davantage d'acheteurs se présentent (le problème de la rentabilité actuelle des bateaux se pose également à eux, même si les conditions changent d'un pays à l'autre).

Il faut savoir que la production des chalutiers industriels représente environ la moitié de la production du port de pêche. Le départ de l'ensemble de cette flotte provoquerait donc des retombées très importantes sur l'ensemble des activités liées au port (mareyage, transformation, transport, entretien des bateaux, équipement de bord, ravitaillement...). Actuellement, quatre mille emplois sont directement créés pour la pêche, sans parler des emplois en «aval» et en «amont». On peut imaginer facilement l'étendue des dégâts si la moitié de la production du port de pêche disparaissait. Et ce risque n'est pas une invention de prophète de malheur. Il existe réellement.

Un autre risque apparaît encore pour un grand nombre d'activités du port :

Les bases avancées à l'étranger qui ont commencé à être pratiquées par l'armement Jégo-Quéré amèneront assez rapidement la mise en place de nouveaux circuits de distribution. Lorient fournira alors les hommes et les bateaux (c'est toujours cela de pris : plutôt des bases avancées que rien du tout !) mais ne bénéficiera plus, entre autres, ni du commerce du poisson, ni de l'avitaillement des bateaux.

Des causes générales

Les difficultés actuelles de Lorient ne doivent pas être séparées des problèmes généraux de la pêche. D'autres ports connaissent ou ont connu des problèmes graves, par exemple Concarneau qui semble sortir actuellement du mauvais passage des dernières années, ou La Rochelle qui a pratiquement disparu en tant que port de pêche (et où sévit un chômage très grave). Si les importations représentent en gros la moitié des produits de la mer consommés, c'est bien parce que le développement de la pêche n'a pas été assuré. Cette activité, vue de Paris n'a

évidemment qu'une importance limitée... on la défend avec une énergie contestable au niveau européen. Un fait significatif: Le Theule, ministre des transports, et donc accessoirement chargé de la pêche, a évité deux déplacements consécutifs à Lorient, à cause d'une réponse nécessaire à des sénateurs...

L'absence d'une politique des pêches dénoncée un peu partout se manifeste à différents niveaux. En particulier, les graves insuffisances de la recherche, tant sur le plan de l'étude des espèces que sur celui de la transformation du poisson maintiennent cette activité dans une situation où le pifomètre remplace souvent l'ordinateur. Par exemple, la comparaison de la transformation en Allemagne et en France montre bien ce que permettrait une politique plus énergique et plus suivie.

La jungle

Et il faut bien regarder les choses en face: la pêche et la vente du poisson, en régime capitaliste, c'est la loi de la jungle. Chacun a pour but, dans ce secteur comme ailleurs, de gagner rapidement le maximum d'argent, et non de travailler dans le sens de l'intérêt général! Ainsi, certaines activités peuvent être tout à fait rentable pendant que d'autres sont déficitaires: par exemple le mareyage à Lorient subit les conséquences de la moindre production, mais ce n'est pas du tout en «chute libre» comme la pêche industrielle! Autre exemple d'absence de travail collectif: un armateur hésitera à prendre les risques d'une prospection dans un secteur maritime mal connu. Il ne serait évidemment pas soutenu par les autres... Conséquence: tous les bateaux prennent les mêmes directions, pour exploiter les mêmes secteurs. Autre exemple en cours: qui prendra les risques de pêcher et de transformer éventuellement de nouvelles espèces? Des possibilités réelles existent pourtant. Mais dans le règne du «chacun pour soi», il est plus sûr de gagner de l'argent sur les espèces qui permettront parfois une spéculation évidente, que d'innover dans un souci de maintien d'une activité, et d'exploitation rationnelle des stocks.

Des causes locales

Par ailleurs, à Lorient, dont le port a été trop longtemps géré par une société à direction parisienne, un problème d'hommes se pose. En effet, (l'armement Jégo-Quéré mis à part) les armateurs lorientais ont atteint l'âge de laisser la place aux «jeunes cadres dynamiques». Mais apparemment l'espèce se fait rare à Kéroman... L'absence d'une bourgeoisie bretonne ayant une dynamique propre se manifeste ici de manière évidente, d'autant plus que les incertitudes sur la pêche provoquent une attraction plus forte des capitaux et donc des hommes qu'ils gèrent par d'autres sociétés...

Accepter le déclin?

Certes, pour la pêche artisanale ou semi-industrielle, les choses ne vont pas aussi mal, mais on ne peut attendre d'elles une augmentation de la production qui compenserait à court terme la disparition de la pêche industrielle à Lorient. Donc, dans l'immédiat, accepter le départ de chalutiers industriels, c'est admettre un

déclin peut-être irréversible du port de Lorient.

Dans la période actuelle, on ne voit pas non plus quel autre type d'activités viendrait remplacer les pertes d'emplois correspondants! Conclusion: **c'est toute l'économie du Pays de Lorient qui subirait un coup très dur dans une telle affaire. Il serait irresponsable de ne pas réagir!**

Que faire?

Attendre une solution «extérieure» venant de l'état seul paraît aléatoire. Les promesses passées n'ont pas toujours été suivies d'effet. Chirac, puis Giscard ont fait des voyages en Bretagne qui ressemblaient à du chalutage industriel, d'électeurs, mais n'ont pas résolu grand-chose.

Attendre une solution «intérieure» venant directement des différentes professions du port de pêche — pourtant embarquées sur le même radeau — relèverait de la poésie, apparemment.

Il semble donc que la moins mauvaise solution passe par une intervention de toute la force vive du pays de Lorient. Pourquoi pas sous la forme d'une société d'économie mixte engageant d'une part, à travers la chambre de commerce l'ensemble des professions industrielles et commerciales, et d'autre part l'ensemble des municipalités concernées. Le rôle de cette société reste à définir collectivement. Il pourrait évoluer.

On peut envisager qu'elle aille jusqu'à l'acquisition de quelques bâtiments — plutôt que de les laisser quitter Lorient. Reste à étudier dans quelles conditions d'achat et d'exploitation. Certains remarquent le caractère «semi-public» des chalutiers lorientais: ils ont été payés à 50% par des financements publics si l'on tient compte de l'ensemble des subventions reçues par les armateurs! L'existence d'une société d'économie mixte limiterait la distribution de fonds publics à des sociétés privées qui peuvent ensuite vendre sans contrôle.

Mais elle pourrait aussi passer des contrats avec certains armateurs pour faire de la prospection — en période «creuse» — dans des secteurs mal connus. Elle pourrait également contribuer à créer à moyen terme un important pôle de transformation et de recherche dans l'esprit des propositions de l'INRA (qui n'ont malheureusement pas connu d'applications très spectaculaires).

Les pieds sur terre... et sur mer

Certes, les inconvénients ne manquent pas. Le fait de «mouiller» les municipalités — voire les finances locales — ne serait pas accueilli partout avec enthousiasme. Mais quand on aménage des terrains industriels, quand on construit des usines-relais, on investit dans des équipements qui permettent une activité locale. D'accord, en toute logique ce n'est pas le boulot des municipalités étant donné leurs moyens, mais pour limiter les dégâts du désordre capitaliste (où l'entreprise n'a pas pour but de résoudre les problèmes locaux, mais de gagner du fric là où elle le décide...) toutes les municipalités le font. Pourquoi

pas la même chose dans le cas de la pêche?

Et, à tout prendre, les finances des municipalités du Pays de Lorient ne dépendent-elles pas, directement ou indirectement du bon fonctionnement du port de pêche. Est-on capable de chiffrer les retombées du port de pêche sur les finances locales? Les municipalités n'ont-elles pas objectivement intérêt à «assurer le coup» pour les années futures plutôt que d'assister, les bras croisés et la larmichette de circonstance à l'œil, aux reculs du port de pêche?

D'autant plus que leur participation financière pourrait rester dans des limites raisonnables par rapport à l'enjeu.

Une démarche dynamique

La création d'une telle société, montrant la volonté du Pays de Lorient s'accompagnerait d'une recherche de subventions très active. Le Conseil Régional, la région, les organismes professionnels, l'état, et même Bruxelles ne pourraient dans un cas semblable refuser des aides à la mesure de l'intérêt de cette tentative.

Naïvetés? Ça reste à démontrer.

Par exemple, l'armement Jégo-Quéré attend actuellement une subvention de la marine marchande. **Pour cette année**, 3,5 milliards de centimes sont prévus pour l'ensemble de la pêche industrielle. Tenant compte de l'importance de sa flotte, cet armement lorientais peut espérer quelque chose comme 1 milliard à lui seul (et pour une année).

Dans un autre genre, à Lorient récemment, la «desserte portuaire» (il ne fallait plus dire «pénétrente» depuis le carnaval), a été subventionnée dans des conditions bien plus favorables que prévu un dossier solide ayant été réalisé et défendu! On ne voit pas pourquoi une route serait plus défendable que son but, c'est-à-dire le port lui-même! Dernier exemple encore, à Lorient, la restructuration de l'ex-immeuble Le Maout transformé en local pour artisans a également bénéficié de subventions justifiées par l'intérêt de l'opération.

Cela ne veut pas dire que tous les bons dossiers aboutissent à de bons résultats, mais il faut reconnaître que dans le cas présent le jeu en vaut la chandelle! Il est également évident qu'une mobilisation des travailleurs pour la défense de leur outil de travail serait beaucoup plus probable si une amorce de solution apparaissait. L'obtention des subventions pourrait s'appuyer sur un rapport de forces qui ne semble pas exister aujourd'hui.

De l'autre «bord», c'est-à-dire du point de vue de l'état, on a peut-être intérêt aussi à faire un bilan: un soutien à la pêche signifie d'une part des rentrées importantes de TVA et d'impôts sur le revenu aux différents stades de la production, de la distribution et d'autre part une limitation des sorties actuellement croissantes de devises dues à l'importation.

Certes, notre proposition n'a rien de miraculeux. Elle «pose des problèmes»... Mais qui dit mieux?



D.R.

LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE DU TOURISME

«En Bretagne, même si cela déplaît à certains, le tourisme est devenu la première activité productive».

Yvonnig Gicquel: Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan, Président de Kendalc'h, dans Breizh. Août 79.

Dans les années 60, il était régulier d'entendre les ministres de passage, vanter les perspectives économiques du développement touristique de la Bretagne.

Aujourd'hui, le moins que l'on puisse dire c'est que c'est de plus en plus discret. Il suffit pour cela de relire la déclaration de Giscard d'Estaing lors de son entrevue avec les notables bretons au mois de juin. Pas un mot! Même les Guichard, Marcellin, Bonnet, Bourges et autres Guerneur se font discrets quant aux choix touristiques qu'ils cautionnent et encouragent, et on ne trouve guère aujourd'hui que quelques imbéciles (cf. plus haut) pour expliquer que le tourisme est la première activité économique de la Bretagne, sa plus grande chance, etc...

C'est que les bienfaits de la vocation touristique ont attrapé un sacré coup de vieux; tout un travail de démystification de cette vocation a porté ses fruits et nul ne contestera que l'UDB y a joué un rôle majeur.

Maintenant, on constate depuis quelque temps une sorte de contre-offensive, menée par les Chambres de Commerce et les différentes émanations du Secrétariat d'Etat au tourisme, qui cherchent à redonner une plus grande crédibilité économique à la «**vocation touristique de la Bretagne**». Et cette contre-offensive s'appuie habilement sur les difficultés causées par les marées noires de l'Amoco Cadiz et du Tanio...

Ils nous appartient de réaffirmer aujourd'hui nos positions en ce mois d'août 80 et encore une fois de dénoncer cette propagande qui s'appuie sur des affirmations particulièrement mensongères.

1) Le tourisme, première activité productrice de la Bretagne?!

Cette affirmation a été souvent reprise par les différents milieux directement «intéressés» par le tourisme: Chambre de Commerce, municipalités de communes touristiques...

En gros, elle repose sur une évaluation du nombre de gens en vacances en Bretagne, chiffre que l'on multiplie par la dépense moyenne d'un touriste pendant son séjour. On obtient ainsi un chiffre d'affaires touristique que l'on compare à celui de l'agriculture par exemple.

Résultat des courses: le tourisme a plus de poids que l'agriculture.

Ce genre de calcul repose sur une mauvaise foi évidente... ou sur une imbécillité très prononcée.

Quelques remarques seulement sur la méthode sans parler du sérieux des différentes évaluations réalisées.

1) Pour 100 F dépensés par un touriste, 50 à 60 F sert à acheter des produits venant de l'extérieur (exemple: essence, café...) ou des produits qui dans le cas où ils sont produits localement seraient vendus à l'extérieur (lait, viandes, poissons...).

Quand on parle du poids économique du tourisme il faut raisonner en terme de valeur ajoutée et non de chiffre d'affaires touristique.

2) Un bon tiers des touristes recensés en Bretagne sont bretons. Il s'agit donc là d'un tourisme induit par les autres activités économiques bretonnes. L'industrie, l'agriculture, la pêche créent des emplois qui représentent une demande touristique au niveau de la région.

3) Les revenus touristiques sont essentiellement des revenus saisonniers et des revenus de complément (commerce, location...). Il ne crée guère d'emplois permanents et n'assurent donc point un potentiel démographique générateur d'emplois locaux (écoles, services, construction d'habitation principales).

Si on veut mesurer l'apport économique du tourisme par rapport aux autres activités, il faut donc raisonner en termes de valeur ajoutée sur les dépenses d'étrangers à la région, et non sur un chiffre d'affaire touristique. Ceci d'un point de vue financier. Quant au point de vue de l'emploi et de ses effets multiplicateurs, l'apport du tourisme est encore relativement plus faible.

Alimentation Cali
Vins fins - Crèmerie

10, Bd Général de Gaulle
29122 PONT-CROIX



*La Bretagne défigurée.
A qui profite le crime... ?*

2) Le tourisme, des apports limités mais une consommation énorme d'investissements fonciers et financiers

Lorsqu'on analyse une activité économique, il ne suffit pas de mesurer le chiffre d'affaire qu'elle engendre, ni même la valeur ajoutée, ou les emplois qu'elle induit. Il faut aussi voir quels sont les investissements fonciers, financiers... et humains qui y sont consacrés. Et voir si ceux-ci se justifient.

Que constate-t-on pour le tourisme ?

D'abord et avant tout des investissements énormes pour une catégorie de touristes (résidents secondaires, clientèle hôtelière et immobilière). Les 6000 résidences secondaires construites en Bretagne chaque année représentent un investissement de l'ordre de 1500-2000 millions de francs lourds, soit environ 60-70% du montant des investissements de l'agriculture bretonne. Si on ajoute à cela les investissements hôteliers, les ports de plaisance, et autres infra-structures touristiques, on constate que le tourisme est effectivement du point de vue du montant des investissements la première activité économique en Bretagne.

Les gros investissements touristiques sont particulièrement scandaleux lorsque l'on connaît les difficultés de financement qui touchent les activités qui créent des emplois. Ainsi, par exemple, dans le Pays Bigouden, à Plovan, une société immobilière compte réaliser un complexe touristique avec 200 maisons. Ce projet représente 5 milliards de centimes pour une quinzaine d'emplois saisonniers ! Cette somme permettrait de financer le renouvellement d'une flottille de 25 chalutiers côtiers ! Derrière ce projet il y a Guerneur... qui déclarait pourtant, il y a quelque temps au conseil général du Finistère, que « **il faut investir pour l'emploi** ». Bel exemple de la duplicité des notables bretons.

Par ailleurs, le développement touristique provoque une spéculation foncière qui engendre la ségrégation sociale et perturbe gravement l'activité agricole.

Les zones côtières deviennent



inaccessibles à l'énorme majorité des populations locales. Pressés de construire car les locations sont très chères, les jeunes construisent là où c'est le meilleur marché, c'est-à-dire plus à l'intérieur des terres.

Dans les communes littorales, notamment sur la côte sud tous les propriétaires cherchent à vendre du terrain. Les fermes sont progressivement démembrées, les propriétaires refusent de signer un bail et préfèrent à la limite laisser des terres en friche, les élevages hors-sol sont impossibles car les odeurs gênent les touristes... Les agriculteurs renoncent à investir si ce n'est pour retaper des bâtiments en gîtes ruraux, et leurs enfants conçoivent leur part d'héritage non pas comme une part d'exploitation agricole (2-3F/m²) mais comme un patrimoine spéculatif (50-150F/m²).

Il y a ainsi toute une frange littorale gangrenée par la spéculation foncière. Et c'est un potentiel productif à jamais stérilisé du fait du développement touristique et du libéralisme foncier.

Plus généralement on constate dans les régions touristiques un détournement du foncier et des investissements des activités productives traditionnelles vers le tourisme. C'est vrai pour l'agriculture, c'est vrai aussi pour la pêche. Combien d'anciens ouvriers, d'armateurs, de gros commerçants enrichis grâce à la pêche, de patron-pêcheurs, investissent aujourd'hui dans l'immobilier touristique ?

Ce qui est vrai, pour les investissements privés, l'est également pour ceux des collectivités locales. De nombreuses municipalités côtières consacrent l'essentiel de leurs investissements à promouvoir le tourisme.

Au total l'économie régionale perd sans doute autant qu'elle y gagne à un certain type de développement touristique.

3) Quelle place pour le tourisme ?

L'UDB a depuis longtemps précisé ses positions et nous nous contenterons donc ici de les rappeler. Mais il nous faut tout d'abord dire que nous avons toujours précisé que notre contestation d'une « vocation touristique » de la Bretagne, n'était nullement une contestation du droit des travailleurs à prendre des vacances... et à venir en Bretagne. Ce que nous dénonçons ce sont les illusions qui sont entretenues d'un point de vue économique et les effets pernicieux d'un certain développement touristique.

Le tourisme n'est qu'une activité d'appoint.

Les activités réellement créatrices d'emplois : industrie, agriculture, pêche... passent avant le tourisme. La spéculation foncière doit être combattue par la confiscation des plus-values et l'aménagement rationnel de la zone littorale doit être programmée au travers de plans d'occupation des sols.

LE JOINT FRANÇAIS : LE SYMBOLE RENVERSÉ

Lundi 9 juin au grand mât du Joint, un symbole chasse l'autre. Depuis tant de semaines flottait l'étendard rouge et jaune de la CFDT. Le vent aujourd'hui a tourné. Depuis 4 h ce matin, les CRS ont investi l'usine et à nouveau claqué le drapeau tricolore, signe de la reconquête. Terrassé notre cheval d'orgueil, cheval couché. Et pourtant non, ce n'étaient pas des «utopistes», des «irresponsables», des «casseurs». Mes camarades du Joint. Eux simplement réclamaient des négociations pour des salaires décents, pour des conditions de travail humaines, pour le maintien de leur emploi. Pour leur dignité.

Alors pourquoi?

Un démarrage dans un contexte difficile

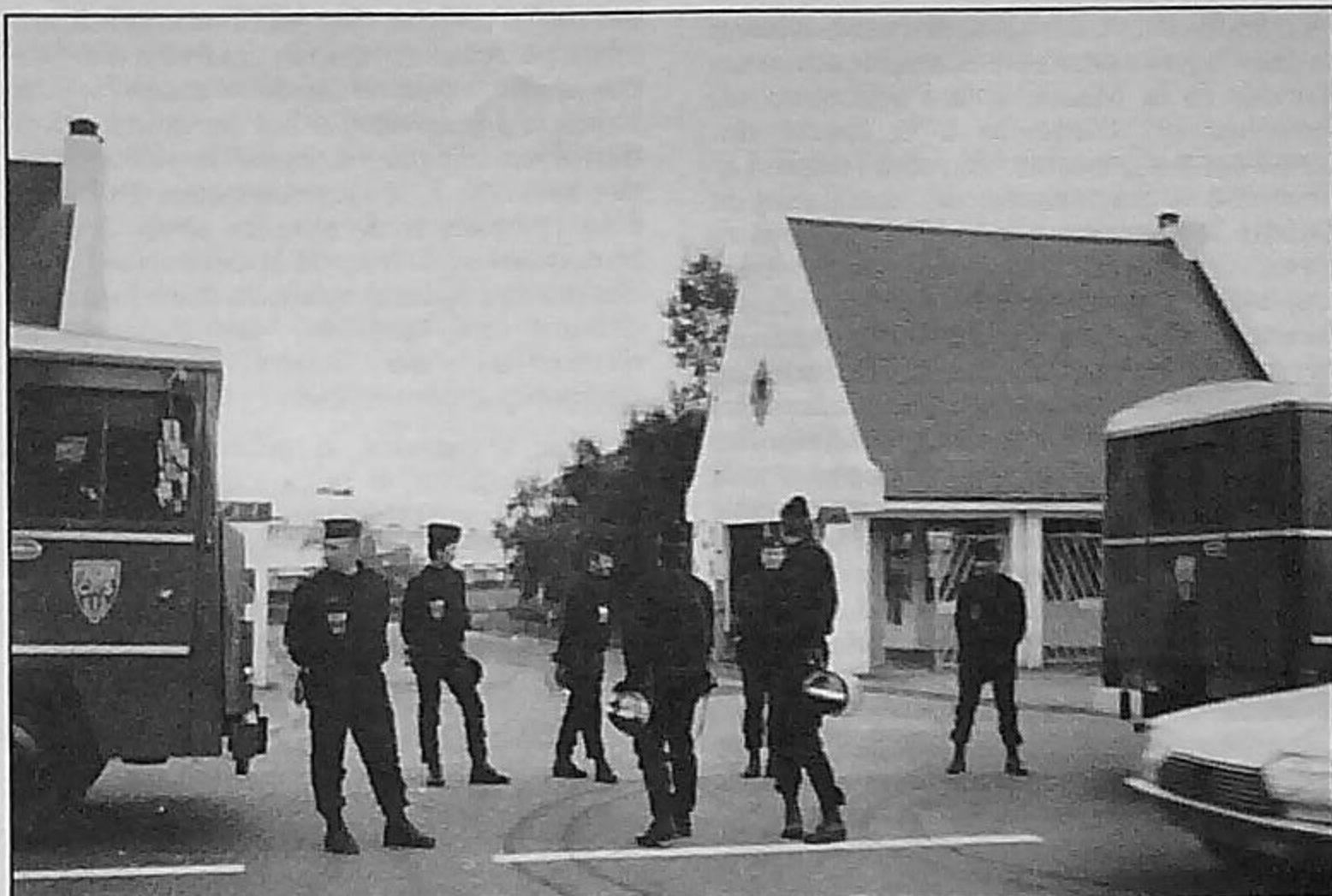
La bagarre PS-PCF, amplifiée par la lutte d'influence CGT-CFDT atteint à Saint-Brieuc des sommets irrespirables. Et, à St-Brieuc, tout le monde sait que le Joint Français avec sa majorité CFDT est le cactus dans le jardin de la CGT qui tient toutes les autres grandes entreprises de l'agglomération. Cela est suffisant pour comprendre le souci des cégétistes du Joint (minoritaires et affiliés pour la plupart au PCF) de se démarquer de leurs camarades cégétistes, de se montrer prudents, modérés, conciliants, «responsables». Et on comprend vite pourquoi la mobilisation à l'extérieur ne s'est pas faite; pourquoi le PCF, la CGT et donc la FEN ont refusé d'adhérer au Comité de Soutien lancé à l'initiative de la CFDT et regroupant PS, UDB, PSU, LCR et PCR, Paysans Travailleurs, ASF, ASTI... On comprend mieux le communiqué du PCF du 6 juin en direction des composantes de ce Comité: «les conseillers dont l'empressement n'a d'égal que l'irresponsabilité». Et puis tant de choses difficiles à écrire, difficiles à avaler. Quel malheur!

Alors comment ne pas comprendre les ambiguïtés de la lutte, les hésitations aux moments critiques, les imprécisions dans les décisions, les mollesse dans l'action. Et cela quand il aurait fallu une unité intersyndicale à toutes épreuves du fait que les cadres CGC de l'usine entraînant des non syndiqués (mais la non syndicalisation n'est-elle pas le fruit amer des bagarres entre syndicats et de l'absence de perspectives politiques!) décidaient de ne pas s'associer à l'action et ensuite de la combattre; du fait aussi que les travailleurs trouvaient devant eux un vrai patron de choc qui saura profiter des zizanies.

Il apparut ainsi très vite que la lutte était mal partie.

La faiblesse du soutien extérieur

Dans cette ambiance de bagarre politique et syndicale la solidarité ne pouvait pas atteindre les proportions formidables qui donnèrent aux travailleurs du Joint leur grande victoire de 1972.



Les CRS devant l'usine

Les manifestations intersyndicales ne furent pas toutes réussies. Celle du 24 Avril regroupait 3000 personnes mais du fait des slogans pas toujours à l'unisson, elle apparut beaucoup plus comme une démonstration cégétiste que comme un soutien véritable au Joint. Celle du 3 juin, devant l'usine fut un véritable échec. La dernière, répondant à l'intervention des CRS et au cynisme du patron Tallot fut la seule satisfaisante. Mais ses 2000 participants ne font pas le poids comparés aux 15.000 qui défilèrent à St-Brieuc le 18 Avril 72 ou aux 6000 évalués le 3 mai 72 et amplifiés par les manifestations simultanées dans les autres grandes villes de Bretagne. En 72, l'intervention brutale des CRS avait déclenché une explosion de colère dans toute la ville; maintenant la chose est devenue si courante qu'elle n'émeut plus grand monde (ou alors il faut des opérations d'envergure comme par exemple celle de Plogoff...).

De même les initiatives du Comité de Soutien restèrent limitées. En effet la crise actuelle pèse lourdement, financièrement et moralement sur les travailleurs. Quand les fins de mois sont de plus en plus critiques et quand sur chacun plane le spectre du chômage alors que les expériences politiques ont disparu de l'horizon immédiat, l'heure n'est pas à la solidarité.

Les prises de position de la municipalité PS en faveur des grévistes ne purent avoir la résonance qu'elles eurent en 72. La municipalité briochine réalisait alors l'Union de la gauche (PSU + communistes + socialistes) et ses décisions énergiques se répercutèrent immédiatement sur les autres municipalités. En 1972 l'entrée très rapide de la FDSEA dans le Comité de Soutien et les initiatives vigoureuses du CNJA furent des éléments très importants et en même temps très significatifs de la solidarité bretonne. Aujourd'hui, les

paysans sont confrontés à d'énormes difficultés et seuls les Paysans Travailleurs purent apporter leur soutien.

Un autre élément important en 72 fut la participation de l'extrême gauche alors influente et énergique mais en 80 ceux qu'alors on appelait les gauchistes ont pratiquement disparu. Dans leur sillage en 72 les Comités d'Action Lycéens jouèrent un rôle remarquable, ce sont les lycéens qui firent alors souvent la force des piquets de grève et l'extraordinaire tonus des manifs. L'après 68 est maintenant bien terminé, les CAL ont disparu à Saint-Brieuc et les lycéens repris en mains par les hiérarchies ne sont plus dans le coup.

Ainsi se développa l'élan de solidarité que l'on sait et auquel ne résistèrent ni les artisans ni les commerçants briochins. Cette vague de fond submergea la Bretagne et fit de la lutte du Joint celle de tous les travailleurs Bretons. En 80, seuls les gwenn ha du de l'UDB nous rappelèrent ces jours de grande espérance pour le peuple breton.

Enfin, une autre circonstance décisive fit en 72 pencher la balance du côté des grévistes. Les échéances électorales (référendum du 23 Avril 72 — législatives du printemps 73) et la crainte des notables bretons de se voir déborder par les manifestations populaires qui stimulaient les progrès de la gauche, obligèrent la droite bretonne à prendre en marche le train des grévistes; le pouvoir politique bousculé de toutes parts ne put que contraindre la direction du Joint à capituler. Aujourd'hui, les cendres de l'Union de la gauche forgent le triomphe de la Droite. Partout un patronat regaillardi s'attaque aux acquis des travailleurs et à leurs organisations syndicales.

Le patron reprend les choses en main

Les ambiguïtés de l'unité intersyndicale et la faiblesse de la solidarité vont permettre à la direction de reprendre l'initiative en utilisant les non grévistes. C'est assez significatif. Signalons quelques faits caractéristiques.

Le 26 Avril, une centaine de non grévistes (cadres, agents de maîtrise, employés) va se plaindre (à la Mairie, à la Préfecture, au commissariat) d'atteinte à la liberté du travail car les grévistes bloquent l'usine. Le 29 mai, à la commission de conciliation à Rennes, le directeur général Tallot entre en scène. Opposant un non catégorique aux propositions, pourtant bien modestes, des experts, il s'attire la réprobation générale et même la CGC proteste. Le 12 Juin, avec la bénédiction de la direction, les cadres de l'usine cisaillent les clôtures qui délimitent le territoire du Joint. Désormais ces «trous à rats» dans le grillage vont leur permettre de pénétrer dans l'usine (même la tête basse) mais surtout vont contraindre les grévistes à occuper la chaufferie (noeud vital de l'entreprise); ces derniers sont ainsi bloqués dans leur dernier retranchement: la grève illimitée. Le 3 Juin, une petite échauffourée et quelques caisses de joints éparpillés vont donner aux non grévistes matière pour un tract distribué dans les boîtes à lettres et sur lequel une photo truquée permet un gros slogan: «ils ont mis notre usine à sac». Tous les moyens sont bons maintenant. Le 6 Juin, bras dessus, bras dessous, Tallot en tête, les non grévistes qui se comptent maintenant 300, défilent en ville avec leur banderole: «les non grévistes du Joint». Tallot, juché sur une voiture harangue ses troupes. Le même jour répondant à la demande de la direction, le juge des Référé ordonne l'expulsion immédiate des grévistes.

Le lundi 9 Juin, avant l'aube, les CRS investissent l'usine. Désormais, Tallot va pouvoir distribuer à ceux qui ont choisi son camp une prime antigreve, parfaitement illégale de 55 F par jour (soit jusqu'à 40% du salaire). Et sur les autres, qui ont occupé la chaufferie, pleuvent les lettres de licenciement. «Le 18, alors que les grévistes votent la poursuite de la grève (161 cégétistes pour, 63 cégétistes contre!) une pétition circule dans l'usine et l'huissier de service payé grassement par la direction dénombre 215 signatures; cette pétition s'insurge contre la réintégration décidée par l'Inspection du Travail des 4 délégués CFDT et, de fait «blanchit» le 5^{ème} délégué concerné, celui de la CGT. Le 19, après 4 mois de conflit, les travailleurs vaincus décident de reprendre le travail. Le 23, tous se présentent à l'usine mais les 5 délégués syndicaux sont refoulés (par une remise à pied immédiate) ainsi que les autres licenciés (une trentaine en tout) qui eux «non protégés» n'ont aucun recours. Que leur est-il reproché: «des fautes individuelles graves». Or, la participation aux piquets de grève devant le portail ou devant la chaufferie ne sont ni des fautes individuelles (mais décisions syndicales collectives) ni des fautes graves (faits de grève): ces licenciements sont donc tout à fait illégaux.

De plus, au Comité Central d'entreprise qui se tient le 24 juin à Bezons (usine mère), la direction annonce le renforcement de l'équipe d'encadrement à St-Brieuc, la création d'un magasin de stockage ailleurs

qu'à St-Brieuc et Bezons (afin de diminuer le poids des grèves futures), la création (en Allemagne?) d'une nouvelle usine ce qui fait craindre de nouveaux licenciements à St-Brieuc.

Ensuite, il y aura encore un médiateur nommé par le préfet. Ces conclusions rejoignent et donc justifient les revendications des travailleurs: 1, le conflit est né d'un manque de communication entre patronat et travailleurs (mais n'est-ce pas le patron qui refuse de négocier?); 2, la baisse du pouvoir d'achat au cours des 3 dernières années nécessite le relèvement des salaires; 3, les licenciements devraient être ramenés à de simples mises à pied temporaires; 4, fruit de la décentralisation des années 60 les emplois au Joint Français doivent être garantis. Mais d'avance la direction du Joint avait tout catégoriquement rejeté.

Ainsi, le cynisme, le recours à l'illégalité, l'intransigeance, le mépris des travailleurs seront les caractéristiques constantes de la direction pendant le conflit.

Et maintenant, la traversée du désert

Le travail a donc repris au Joint. Mais après 16 semaines de querelle entre grévistes et non grévistes, entre cégétistes et cégétistes, on imagine l'ambiance qui doit régner dans l'usine. Les travailleurs n'ont rien obtenu, pire 30 des leurs sont licenciés, le patron a réussi ce qu'il cherchait: éliminer les leaders syndicaux et en même temps tous les autres «généralistes». Un patronat de droit divin.

En 72, une première manche éclatante, en 80, une revanche patronale brillante, y aura-t-il une «belle»? En tout cas, d'ici là les travailleurs auront le temps de souffrir le slogan qu'ils chantaient dans les rues de St-Brieuc: «Nos salaires c'est la misère... le seul secteur en expansion... c'est celui de la répression...». Leur seul espoir assurément est de retrouver l'Union, l'Union des forces de Gauche, en Bretagne pour qu'à nouveau le Peuple Breton puisse faire entendre sa voix.

R. Le Guellec.

Brest: l'Université de Bretagne Occidentale: un enseignement rogné dès la prochaine rentrée

Par la mise en place de la nouvelle carte universitaire, le ministère des Universités supprime certains enseignements à l'U.B.O. de Brest: la troisième année de sciences économiques et l'année de licence de la section d'Allemand disparaissent. Les étudiants désirant poursuivre leurs études dans ces disciplines devront donc rejoindre une autre université...

A l'Université de Bretagne occidentale, aucun enseignement nouveau n'est prévu en compensation.

DU 4 AU 18 OCTOBRE :

QUINZAINE POUR L'UNITÉ ADMINISTRATIVE DE LA BRETAGNE

Organisateur des trois «Marches pour l'Unité» qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes à Nantes et à Saint-Nazaire depuis 1976, le Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne met sur pied cette année, du 4 au 18 octobre, une «quinzaine pour l'Unité».

L'objectif de cette quinzaine reste d'accélérer, notamment par des démonstrations populaires, la réunification administrative de la Bretagne, dont on sait que la Loire-Atlantique est encore exclue.

Comment se présentera cette quinzaine?

Elle ressemblera par certains côtés aux manifestations plus ponctuelles qui l'ont précédée. Elle comportera en effet au moins un spectacle, et une manifestation de rue.

Mais le changement de formule tend à donner aux démonstrations une dimension nouvelle. Pendant les deux semaines d'action, en effet, des démarches de nature et d'origine diverses vont s'entrecroiser devant l'opinion, pour poser sur tous les tons les problèmes de la réunification de notre pays. A Nantes certes, mais aussi dans toute la Bretagne, à l'initiative de tous ceux qui entendent s'exprimer sur la question, et pas seulement du Comité pour l'Unité en tant que tel.

Le Comité, lucidement, a constaté qu'il n'avait pas vocation à apparaître comme un mouvement structuré, qui ferait écran, en les neutralisant plus ou moins, aux analyses et à l'originalité de ceux qui s'y retrouvent ou masqueraient leur inexistence. Il organisera quelques-unes des actions communes de la quinzaine: une conférence de presse pour son lancement, une exposition de photos, une pétition au député-maire de Nantes, un spectacle, diverses démarches auprès des élus et la manifestation finale, ce qui n'est déjà pas rien. Pour le reste, il se bornera à inciter et à coordonner les initiatives.

La Fédération UDB de Loire-Atlantique apporte dès maintenant un concours actif à la préparation commune de la quinzaine. Elle prévoit également de présenter fortement, à cette occasion, la manière dont l'UDB analyse un découpage régional qu'on ne peut pas séparer du problème breton dans son ensemble, tel que le «Peuple Breton», le fait connaître chaque mois depuis 1964.

Un montage audiovisuel sera réalisé par elle à cet effet, et présenté chaque jour pendant toute la quinzaine d'action. Un dossier sera préparé pour le P.B. d'octobre, ainsi que des interventions d'élus UDB, et bien sûr, une présence massive à la manifestation de rue du 18 octobre. Une date à retenir.

M. François.

PLOGOFF- St-HERBLAIN, même combat

Christian Pellen, conseiller municipal UDB de Saint-Herblain (Loire-Atlantique), représentait officiellement sa commune à Plogoff le 14 mars dernier. La chose n'a pas plu au préfet des «Pays de Loire», Couzior, qui vient d'annuler la délibération municipale permettant le remboursement de ses frais de voyage (moins de cent francs).

Motif invoqué: le déplacement ne présente pas d'intérêt communal!

On admirera l'attention soudaine du préfet pour le portefeuille des Herblinois, auxquels il veut par ailleurs faire supporter de lourdes subventions aux écoles privées.

Mais, outre le conflit né sur ce dernier point, on comprend bien ce qui l'a vraiment fâché. C'est la solidarité avec Plogoff d'une grande commune inquiète d'un autre projet plus proche: celui du Pellerin. C'est la dimension bretonne prise dès lors, tout naturellement, par la démarche confiée à Christian Pellen. Et ce, pour un préfet des «Pays de Loire» ça peut coûter très cher. Alors, en trépignant de rage, il a sorti ses petits ciseaux...

Il faut dire encore que l'élu UDB de Saint-Herblain, pour faire bonne mesure, avait aussi fait adopter à l'unanimité du conseil une motion condamnant l'usage fait à Plogoff des forces de l'ordre! (un usage gratuit, comme chacun sait...).

Le maire de Saint-Herblain, Jean-Marc Avrault (P.S.) a annoncé son intention d'aller aussi loin qu'il faudra pour faire respecter dans cette affaire les décisions de l'assemblée municipale élue au suffrage universel.

Décidément, le combat pour Plogoff et le combat pour l'autonomie ont plus que des affinités.

M.F.

Landerneau: Dépôt de bilan aux «Salaisons Martin», 35 licenciements

Le tribunal de Commerce de Brest vient de décider la cessation d'activité de cette entreprise landerneuaise de salaisons qui existait depuis 1937. L'usine travaillait les produits congelés depuis une dizaine d'années.

Les trente cinq employés licenciés espèrent un éventuel rachat de la Société.

TRANSPORTS VERNEY : Un nouveau foyer de lutte

Quatorze heures d'amplitude journalière, sept heures au volant sans mettre pied à terre, impossibilité de couvrir l'horaire prévu, matériel inadapté et en mauvais état... telles sont les conditions d'emploi des travailleurs des services urbains de Quimper, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Morlaix et Vannes, réseaux de transports appartenant au Groupe Verney. A l'initiative de leurs syndicats (CFDT et CGT) ils sont en grève depuis le 9 juin 1980 pour demander l'amélioration de leurs conditions de travail et obtenir l'affiliation à la convention collective des transports urbains, seule convention valable concernant le travail qu'ils effectuent.

Cette grève prend des formes différentes suivant les villes: A Saint-Malo, Quimper et Morlaix, grève totale; à Vannes, grève fractionnée; à Saint-Brieuc, grève du zèle d'abord puis grève totale. Les travailleurs s'attendent dès le départ à une lutte dure et longue. Le PDG de la maison M. Verney ne les démentira pas puisque dès la première semaine, il oppose un non catégorique à leurs revendications avant même d'avoir entamé toute négociation directe avec les représentants syndicaux. Dans un communiqué à Ouest-France, M. Verney affiche le mépris le plus total envers les grévistes: «Certains responsables syndicaux feraient bien de se demander s'ils ne vont pas casser l'outil de travail. Je ne vais pas foutre la maison en l'air pour des services qui ne représentent que 7 à 8% de notre activité» (fin de citation).

Il apparaît évident que le manque à gagner dû à un mois ou deux de grève n'est rien en comparaison des «pertes» qu'occasionnerait l'attribution de la convention collective revendiquée, à savoir: augmentation de salaire de 700 à 800F, semaine de 40 heures, retraite à 55 ans, création de nouveaux emplois. L'exploitation des travailleurs reste toujours source de profit.

La solidarité de la population, et des partis politiques de gauche (PS - UDB - PC - PSU) s'est manifestée, mais aucun comité de soutien ne semble s'être créé. Actuellement, après plus de 37 jours de

grève, la lutte continue à Saint-Malo et Quimper. A Saint-Brieuc, Vannes et Morlaix, le travail a repris après un accord avec la direction (10 à 12 F par jour roulé suivant la ville pour 41 heures de travail par semaine) Des miettes!

A Saint-Malo, la municipalité socialiste a mis les pieds dans le plat (cette dernière étant à l'origine de la création d'un réseau expérimental des transports urbains mis en place à l'issue d'une enquête auprès des usagers) et a demandé en accord avec les grévistes, une réunion tripartite pour entamer les négociations; proposition refusée par la direction des T.V. Au bout de 35 jours de grève, les premières négociations ont donc eu lieu entre l'intersyndicale CFDT-CGT et la direction et ont abouti à un résultat négatif: la direction a remis en cause l'accord intervenu au cours de la réunion entre les deux partis (15 F par jour roulé) pour s'en tenir à une prime de 100 F par mois payable par la ville de Saint-Malo dont elle avait précisément refusé la présence aux débats. Désormais les grévistes estiment que la direction porte seule la responsabilité de l'échec des négociations et que, ne se considérant plus en grève à l'issue de cette réunion, ils réclameront de ce fait le paiement de leurs salaires depuis cette date.

A Quimper, l'hypothèse de l'intervention d'une tierce personne dans le conflit à savoir la municipalité semble purement fictif; on imagine mal ce cher M. Bécam mettre les pieds dans le plat après l'indigestion d'ordures que lui ont offert les éboueurs Quimpérois.

Pour ces travailleurs en grève, qu'ils soient de Quimper, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Vannes ou Morlaix, le problème reste le même et quelle que soit l'issue de leur action, leur lutte continue et ils ont besoin plus que jamais de soutien et de solidarité.

Chaque jour nous fait découvrir un nouveau foyer où les travailleurs bretons continuent d'être exploités. Résistance et solidarité restent toujours d'actualité.

Y. Vanzoto.



FESTOÙ-NOS

● Le 16 août

à Malestroit (56)

fest-nos avec Awen.

à Daoulas (29)

fest-nos, salle omnisports avec Bleizi-Ruz, Le Roux et Dilasser, organisé par Diwan-Daoulas.

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

AGRICULTURE :

ÇA BOUGE !

Ça bouge aujourd'hui dans l'agriculture, particulièrement en Bretagne. Dernièrement, le dénouement de deux affaires, a eu Rennes pour théâtre :

— le jugement de l'«affaire Herry» qui avait vu se rassembler dans le calme 200 paysans devant le Palais de Justice,

— les manifestations violentes des producteurs de pommes de terre primeurs et la casse qu'elles ont occasionnée.

Deux conceptions de syndicalisme agricole s'affrontent-elles ? Certains sont-ils plus exaspérés que les autres ? Où sont les vraies motivations ?

Les questions se posent. En tout état de cause, si le jugement du 9 juillet à Rennes a été rendu dans l'indifférence de ce début de vacances, après que se soient mobilisées sur cette affaire des organisations syndicales et politiques — dont l'UDB — la violence et la casse faite par les primeuristes de la côte Nord de la Bretagne ont été mal comprises par la population. Nous y avons même ressenti des relents de 1962 et des méthodes employées par les leaders de l'époque qui sont aujourd'hui des notables

de la paysannerie (Gourvennec, Bécarn...). L'histoire a mis à jour les véritables motivations de ces individus ; certes, les problèmes des agriculteurs sont préoccupants, mais il leur faut se méfier du piège de la violence et de sa récupération.

Dans les deux affaires citées plus haut, finalement, c'est l'Etat le vainqueur. Pour désamorcer les luttes des paysans, il a utilisé deux méthodes :

— un jugement clément pour les syndicalistes luttant contre le cumul foncier, et qui remettent en question la conception actuelle de l'agriculture.

— l'octroi de subventions pour les primeuristes.

Mais dans les deux cas, les problèmes restent entiers. L'UDB quant à elle, continue ses analyses et fait des propositions concrètes.

A l'origine, les syndicalistes paysans inculpés dans l'affaire Herry étaient poursuivis pour avoir, en mai 1979, labouré et semencé du maïs des terres dont ils contestaient la destination — après avoir été condamnés en première instance à

poursuites relève du ministère public (ou parquet), lequel étant sous l'autorité du gouvernement, obéit automatiquement à ses choix politiques. Autant de vérités élémentaires agrémentées d'anecdotes et d'heureux effets de «manche» qui donnèrent l'impression d'éberluer quelque peu des paysans léonards, contestataires certes, mais habitués à d'autres précautions de langage et d'analyse !

Concernant la loi anti-casseur, non seulement elle a introduit la «responsabilité collective» des organisations syndicales et autres, mais on assiste à l'extension de la notion «d'action à force ouverte» ; ainsi, la Cour d'Appel de Rennes l'a récemment définie par la «supériorité physique et une attitude hostile, de nature à engendrer la crainte»... Quand la police, ou un préfet ont peur, cela relève donc de cette loi anti-casseur !

Le projet de loi Peyrefitte va aggraver considérablement cet arsenal répressif.

Brest à des peines allant de 45 jours de prison avec sursis à 30 jours dont 15 avec sursis, les syndicalistes avaient fait appel. Le jugement de la cour d'appel de Rennes, rendu le 9 juillet dernier, a annulé les peines de prison et a réduit de manière considérable les dommages et intérêts à verser à Herry (1000 F au lieu de 30.000 F).

Nous avons rencontré un de ces inculpés, membre du bureau de la fédération des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère, fédération non alignée à la fédération nationale.

A partir de cette affaire Herry qui prend aujourd'hui une allure de symbole, il a explicité les objectifs de sa fédération qui se retrouve dans le comité de Redon : opposition au libéralisme économique, maintien d'une densité de population dans les campagnes par la mise en place de structures agricoles à dimension humaine, opposition aux actions et manifestations violentes, contrôle de la destination des terres et arrêts des cumuls, maintien du droit d'expression des agriculteurs, et aussi réflexion sur les conditions de vie et de travail des agriculteurs.

LES PAYSANS, LE JUGE ET LES NOTABLES (U.D.F.)

Intéressante initiative de la F.D.S.E.A. du Finistère qui, à une semaine du procès en appel de l'affaire Herry, avait invité le 13 juin à Landerneau un juge, membre du Syndicat de la Magistrature, à dialoguer avec les paysans.

Plusieurs témoignages d'agriculteurs inculpés dans cette affaire ou dans d'autres plus anciennes (comme au Ponthou) arrivaient aux mêmes conclusions : il y a deux poids deux mesures selon qu'il s'agit du syndicalisme officiel ou du syndicalisme breton contestataire, car l'objectif du pouvoir est de casser les fédérations non-alignées qui défendent une juste opération du foncier, une garantie de revenu, etc...

Les réponses d'Etienne Bloch aux interventions des agriculteurs eurent le mérite de la clarté : la justice française est «une justice de classe basée sur le droit de propriété et qui se soucie modérément du droit des personnes», l'opportunité des

Deux exemples suffirent à faire frémir l'auditoire : le fait de brûler des pneus sur la chaussée ou d'arrêter un train en gare fait risquer plusieurs années d'emprisonnement ! Il s'agit d'une adaptation redoutable de la répression aux luttes syndicales (ouvrières, paysannes et «régionales»), et les nouvelles peines sont taillées sur mesure pour les luttes menées aujourd'hui en Bretagne.

Reste à savoir si, au delà de la dénonciation d'une justice de plus en plus chargée de maintenir l'Ordre, la conclusion du magistrat aura convaincu les paysans lorsqu'il leur dit : nous appliquons avec plus ou moins de zèle des lois qui s'imposent à nous ; pour changer la justice, changez de députés ! Il faut dire que le double langage de leaders comme P. Abeguite ou A. Arzel hérités du syndicalisme paysan, mais siégeant sur les bancs de l'U.D.F. dans les Assemblées, n'est pas fait pour éclaircir les choses.

F.F.

Le Peuple Breton



Manifestation à Rennes

1 — L'arrêt de la Cour d'appel de Rennes, qui a été rendu le 9 juillet dernier, peut être considéré comme un verdict de clémence, ou d'apaisement. Comment l'analysez-vous?

— Nous étions tout de même un peu inquiets avant le verdict. Rien ne nous laissait prévoir en effet une mesure annulant les peines de prison qui nous avaient été infligées en première instance. Nous aurions très bien pu payer la casse faite par les agriculteurs sur les camions venant d'Espagne. Dans notre cas, il semble que les juges aient reconnu le bien fondé de l'action que nous avons menée en faveur d'une plus juste répartition de la terre entre ceux qui sont désireux de l'exploiter et également pour la défense de l'avenir économique de notre région par le maintien d'une agriculture intensive, créatrice d'emplois. Cependant, il nous paraît important de dire que la condamnation à de simples amendes ne constitue pas un jugement de clémence, mais une condamnation de pure forme. Quoiqu'il en soit, la FDSEA reste convaincue que ce jugement ne règle pas l'affaire et qu'il est plus que jamais nécessaire d'élaborer des textes de lois permettant une plus juste répartition de la terre.

2 — Ne pensez-vous pas que finalement c'est une mesure qui risque — et le faible écho donné par les médias en témoigne, une démobilitation sur cette affaire considérée comme un symbole?

— Peut-être effectivement, mais c'est à nous, syndicalistes paysans de tout mettre en œuvre pour continuer à donner à cette affaire tout l'écho qu'elle mérite.

3 — La fédération des exploitants du Finistère a été menacée dans son fonctionnement avant que soit rendu le jugement définitif. Comment avez-vous réagi sur ce point?

— Il est en effet important de savoir que, parmi les inculpés de l'affaire Herry, 6 étaient membres du bureau de la fédération du Finistère. Sans évoquer pour l'instant le

problème de fond de l'affaire, qui est pour nous déterminant, et sur lequel nous n'avons pas été vraiment combattus, il est important de dire que notre instance syndicale a été très menacée. C'est pourquoi nous avons renforcé le bureau par des administrateurs cantonaux siégeant au conseil.

4 — En vous attaquant à la famille Herry, vous avez fait éclater au grand jour le problème du cumul dans le milieu agricole — le problème n'existe-t-il pas en fait depuis longtemps?

— Il y a effectivement beaucoup de cumulards, en France et en Bretagne. Au sujet de ce qu'on a appelé « l'affaire Herry », la question du cumul a été soulevée au niveau du syndicat local, cellule de base du fonctionnement de la structure syndicale. Il ne faut d'ailleurs pas s'étonner de cette prise de position faite dans un arrondissement où l'on voit des exploitations de huit-neuf hectares cotoyer d'autres qui en dépassent cent.

5 — Justement: que remettez-vous en cause dans l'affaire Herry?

— Nous y voyons deux choses: d'une part, la position de fond qu'on pourra aborder tout à l'heure; d'autre part le problème relatif au contrôle de la destination des terres qu'on appelle « contrôle total des cumuls » — Herry a trouvé une paille dans la législation de ce contrôle des cumuls: officiellement, l'installation du fils a permis au père d'agrandir encore son exploitation. Il est important d'ailleurs de savoir que, quand le syndicat local a fait éclater l'affaire, Herry déclarait 60 hectares à la Mutualité Sociale, et qu'après les enquêtes menées, on s'est aperçu qu'il en exploitait 90, ce qui portait sa surface globale à 107 avec les 17 nouveaux hectares cumulés. On ne pouvait pas accepter une chose pareille.

(à suivre)

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Musique

— à la Kerouezée, à Jugon les Lacs (22), le 8 août: El Demouio, le 15 août: Groulec'h, le 30 août: Francis Alfred Moerman.

— à l'église de Jugon les Lacs (22), le 9 août: Myrddhin, le 16 août: Bernard Benoît, le 24 août: Jegat et Ihuel.

— à Pontivy, le 16 août à 21 h, au château des Ducs de Rohan, spectacle avec le groupe grec Pyroos de Naoussa, et l'ensemble culturel Kerlen-Pondy.

— à Locronan (29), le 13 août: Katell et Glenmor, le 23 août: Yvon Etienne.

— à Malestroit (56), le 14 août: Jegat et Ihuel à l'église, et animation dans les cafés.

• Théâtre

— à la Kerouezée, à Jugon les Lacs (22), le 22 août: le théâtre du Scorpion, qui organisera du 18 au 23 août, un stage d'expression dramatique (prix 300 F).

— à Locronan (29), Jean Kergrist dans « La centrale Baladeuse » le 7 août.

— à Malestroit (56), les 15 et 16 août: animation avec Naphtaline, Kergrist, les clowns de la Bagne, Awen, les Ballets Dihun.

• Transrad à la godille

— Le 2 août, à Lorient, Transrad à la godille, organisée par Diwan Lorient. Nombreux prix dont un abonnement au P.B.

• Spectacles

— Le 12 août, à la salle des fêtes de Paimpol spectacle avec « An Triskell ». Billet en vente au syndicat d'initiative, à la maison de la Presse, à la librairie maritime.

• Stage de danses

— Les 18-19-20-21, stage de danses bretonnes et folk à Concarneau (120 F). Soirées organisées M. Mme André Le Torc'h, 17, rue de Trégunc, 29110 Concarneau.

QUIMPER

LES BUVETTES DE LA DISCORDE

Le 19.4.80, Skol an Emsav, la CFDT, le PS, le PSU, et l'UDB organisaient à Kemper un fest-nos de soutien aux éboueurs en grève. Le fest-nos avait lieu à la salle des fêtes où la vente des boissons alcoolisées est interdite, la salle se trouvant dans une zone dite « protégée ». Les organisateurs ne vendirent donc ni bière ni cidre, mais en distribuèrent contre une participation de soutien aux éboueurs. Qu'importe! Le 11 juin, étaient convoqués devant un tribunal de police 5 militants des 5 organisations, prévenus d'avoir « établi un débit de boissons dans une zone protégée ».

C'est qu'à Kemper, le Procureur de la république a lancé une nouvelle croisade, la croisade contre l'alcoolisme. Et le tribunal de Kemper, déjà célèbre (procès des Plogoffistes, suspension de Maître Choucq, procès des manifestants de Rosporden...) fait à nouveau la joie des gazettiers. A Kemper, ces histoires de buvettes font sourire comme ailleurs une histoire de pissotière... Faut-il en rire pourtant?

La Bretagne est malade de l'alcoolisme. Ce ne sont pas les militants de l'UDB attentifs aussi à ce problème qui le nieront (voir les divers articles du PB). Mais qui se soucie d'en connaître les véritables raisons et donc de rechercher les vrais remèdes? Alors, comme d'habitude, on choisit l'action hypocrite, qui condamne le lampiste et laisse en paix les grosses sociétés capitalistes. C'est tellement plus simple!

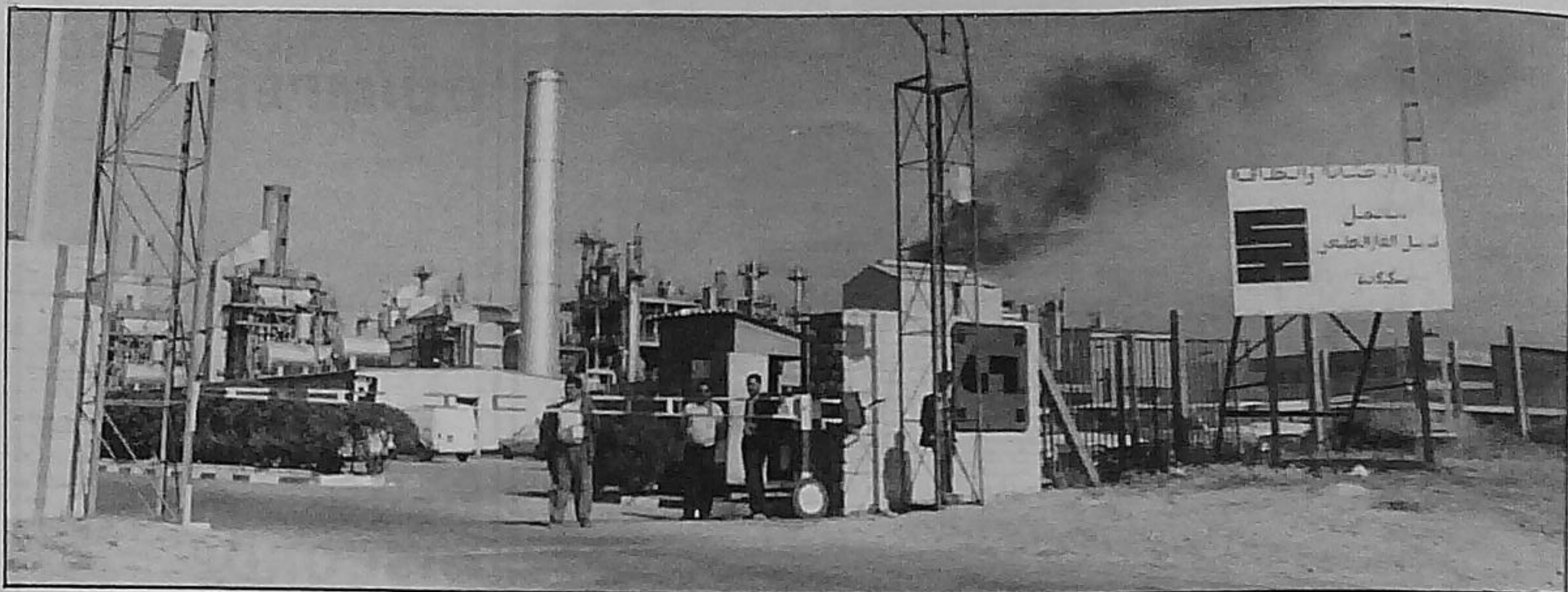
Cette affaire pose en outre 2 questions:

● cette loi tombée en désuétude est-elle appliquée avec la même rigueur dans tout l'Hexagone, dans toute la Bretagne, dans tout le Finistère? La presse a déjà fait écho à une dérogation dont bénéficieraient les îles de Cornouaille...

● Cette « guerre » dérisoire contre l'alcoolisme ne fera-t-elle pas en fait une victime qui sera la vie associative? La faute à qui s'il n'existe dans ce pays aucune politique d'aide aux associations? La faute à qui si les clubs sportifs, les associations culturelles... doivent tendre la main pour vivre?

Mais c'est tellement plus simple de traduire devant les tribunaux les gens de Plogoff, les manifestants de Rosporden, ceux qui ont soutenu les éboueurs en grève que de répondre aux préoccupations de ceux qui refusent la centrale coloniale, la fermeture des gares et le travail sous-payé!

Section U.D.B de Kemper.



L'Algérie : un immense chantier

Du 27 Avril au 4 mai dernier, 33 travailleurs bretons ont participé à un voyage d'études en Algérie, organisé par le comité inter-entreprises brestois qui regroupe 12 entreprises de la région brestoïse (électronique, banque, automobile, confection) à majorité CFDT, et d'un nombre équivalent d'hommes et de femmes.

Le compte-rendu de ce voyage n'a pas la prétention de faire connaître en profondeur l'ensemble des problèmes de l'Algérie d'aujourd'hui, mais de relater un certain nombre de faits et de constats qu'un groupe de travailleurs bretons a pu faire sur place, et dont il leur a paru important de porter témoignage.

La révolution agraire

A notre arrivée en Algérie, nous avons été accueillis et guidés par un représentant de l'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens) la centrale syndicale unique, selon un itinéraire qui nous a permis de toucher aux différents aspects sociaux et économiques de l'Algérie d'aujourd'hui, c'est-à-dire d'évoquer aussi bien les problèmes agricoles que la gestion socialiste des entreprises.

Ainsi, notre première étape nous a conduit à Blida, en plein cœur de la Mitidja à 30 kms d'Alger, dans une région agricole par excellence, et qui fournit à elle seule 60% de la consommation de la capitale. Là nous étions accueillis par des responsables politiques (FLN) et syndicaux (UGTA) ainsi que des élus locaux. Ce fut ici un premier sujet d'étonnement que de constater la franchise et la spontanéité avec laquelle nos interlocuteurs répondaient à nos questions, et de cette première confrontation nous avons retiré bon nombre d'observations qui nous ont fait apprécier l'ampleur de l'effort de la jeune république algérienne dans le domaine de l'agriculture.

Aux lendemains de la libération, il n'était pas question pour les responsables

politiques que les terres agricoles soient récupérées par des propriétaires qui devraient ainsi perpétuer le système en place du temps de la colonisation, d'où l'application du principe que la terre est à celui qui la travaille.

En outre, la région de Blida s'est vue confirmer sa vocation agricole dans le cadre de la planification décidée par les représentants politiques. Mais alors que dans le pays tout entier la priorité était donnée à l'industrialisation (avec pour objectif d'atteindre en 40 ans le niveau des pays développés) la population de La Willaya de Blida a, par l'intermédiaire de l'Assemblée Territoriale (1), refusé une certaine forme d'industrialisation (ce qui témoigne aussi de l'importance des pouvoirs locaux et de la réalité de la décentralisation). Il leur paraissait illogique, dans une région agricole, d'implanter des usines qui occuperaient ainsi une partie non négligeable des terres fertiles. D'où leur choix en faveur de l'implantation de petites unités agro-alimentaires.

Les structures agricoles

Si l'on cherche à analyser les structures de l'agriculture algérienne, on y observe 3 secteurs bien distincts :

1. Le secteur agricole privé : il est plus ou moins développé selon les régions (il reste très important en Kabylie par exemple). Ainsi, dans la Willaya de Blida, les exploitations agricoles privées représentant 59% des terres cultivées. Face aux secteurs collectifs, elles présentent un retard dans la modernisation. Il existe également des formes d'organisations agricoles intermédiaires entre la propriété privée et la propriété collective.

2. Les villages socialistes agricoles : l'un des grands objectifs de la révolution agraire est la construction de 1000 villages agricoles sur l'ensemble du territoire algérien, dont 300 sont aujourd'hui réalisés. Chaque village comprend 100 à 400 logements, une école, une mosquée et une maison de la culture. Ces logements, pourvus du confort moderne, sont gratuits ainsi que les

charges. Un tel effort devrait permettre de fixer les populations rurales en amenant des jeunes à la terre, de supprimer les taudis, et d'améliorer les conditions de vie des familles qui comportent couramment 8 à 12 enfants. Dans ce type de structure les paysans donnent une part à la collectivité, et gardent une part pour eux ; l'État leur fournit les moyens de production (tracteurs, etc...), leur garantit un salaire minimum, et leur répartit les bénéfices en fin d'année.

3. Les domaines agricoles autogérés : ils ont été constitués à partir des terres inexploitées (appartenant à l'État ou à des propriétaires urbains) et des terres confisquées aux gros colons, et fonctionnent en autogestion, tel ce domaine agricole autogéré de plusieurs centaines d'hectares de vignes que nous avons vu, et qui appartenait à l'une de ces familles qui firent la politique algérienne au temps de la colonisation.

L'analyse autocritique des échecs

Ces institutions sont le résultat direct mais partiel de la révolution agraire entreprise en 1971, et qui fait encore aujourd'hui l'objet d'un large débat autocritique à tous les niveaux, comme en témoignent les articles qui paraissent quotidiennement dans «El Moujahid». Parmi les carences constatées, on peut citer les exemples suivants :

— malgré les incitations matérielles et financières proposées aux jeunes, l'exode rural demeure important.

— il existe une sous-évaluation volontaire du cheptel et des récoltes, le surplus étant vendu sur un marché parallèle au marché d'État, à des prix plus élevés.

— les échecs enregistrés à différentes étapes de la révolution agraire incitent les éléments réactionnaires (propriétaires) à s'opposer aux domaines autogérés et aux coopératives, et à isoler politiquement les ouvriers agricoles et les coopérateurs.

Cette attitude critique vis à vis des paysans, nous l'avons ressentie dans nos

contacts avec les jeunes dont certaines réflexions traduisent bien une méfiance à l'égard du monde rural: «On leur a trop donné, il faudrait leur supprimer le salaire minimum» «les produits agricoles sont trop chers, ils (les paysans) en profitent».

Le barrage vert

L'ambition de la révolution agraire se double également d'une volonté de refuser la fatalité climatique de la marche inexorable de la sécheresse vers la Méditerranée. En pénétrant à l'intérieur du pays, notre visite nous a conduit en effet au contact de cette immense entreprise qu'est le Barrage Vert (2): ce que les Français n'ont pu imaginer au cours des 150 ans de colonisation, le peuple algérien l'entreprend avec la ferme détermination de lutter contre l'avancée du désert. Cela consiste en la plantation d'une immense barrière forestière sur toute la longueur de l'Algérie, et sur une profondeur de 20 à 50 kms selon le relief. Un combat de titan, mais aussi un combat d'aujourd'hui pour les générations futures: c'est la survie de l'Afrique du Nord qui est en jeu.

Autre témoignage de cette volonté de construire pour les générations futures: la recherche en matière énergétique de l'après-pétrole, tel ce village en construction qui sera entièrement alimenté par énergie solaire.

Un pays qui se construit

M'sila se trouve en pleine zone semi-désertique au nord du Barrage Vert. Dans cette région, par nécessité, l'industrie a été considérée comme prioritaire par rapport à l'agriculture. Ici l'Etat y a apporté des crédits importants qui ont permis de créer de vastes chantiers: usines, logements, routes, barrage, écoles... (3).

Un tel effort dans le domaine du logement s'explique par le fait que l'Algérie avait un très grand retard qu'elle cherche à combler d'ici 1985. Alors, cela justifie l'effort extraordinaire accompli aujourd'hui dans ce secteur et qui illustre à lui seul cet immense chantier qu'est devenue l'Algérie d'aujourd'hui.

Il en est de même pour les écoles. Deux chiffres illustrent un véritable bouleversement dans le domaine de l'éducation: en 1962, il y avait 74,6% d'analphabètes; seuls les enfants européens et les enfants de bourgeois algériens fréquentaient l'école; en 1980, tous les enfants vont à l'école qui est obligatoire jusqu'à 16 ans (4).

La gestion socialiste des entreprises

Bien entendu, le secteur industriel n'était pas absent de nos préoccupations, et c'est en atteignant Sétif que nous avons eu l'occasion de visiter l'usine SONELEC (5), où nous avons été accueillis par des représentants de l'Assemblée des Travailleurs. Nous y avons découvert là un peu du vieux rêve de 68, la gestion socialiste des entreprises.

L'accueil y fut chaleureux. Nous avons rencontré des responsables syndicaux gestionnaires de l'entreprise, et des travailleurs, soit à leur machine, soit au restaurant d'entreprise. Et c'est là que l'un de nous a pris la parole pour apporter aux travailleurs algériens, le salut fraternel des travailleurs bretons.



Un domaine agricole autogéré

Cette visite de la SONELEC à Sétif ainsi que celle de l'usine de la SN Métal à Alger nous ont confronté directement avec le fonctionnement et les problèmes des entreprises algériennes. La vie syndicale y est fondée sur le dialogue, à partir duquel tous les problèmes sont abordés; et s'ils ne trouvent pas de solution au niveau de l'entreprise, ils en trouvent à un niveau plus élevé. Le recours à la grève n'apparaît pas comme un besoin. Bien sûr, pour nous cette situation est étonnante, mais il faut comprendre que dans un système socialiste, et compte tenu de l'esprit qui anime les travailleurs algériens, cela paraît marcher très bien.

Les entreprises sont gérées selon un schéma qui donne un réel pouvoir aux travailleurs:

- un conseil de direction réunit 2 représentants de l'Assemblée des Travailleurs, le Directeur et des Directeurs-adjoints nommés par la direction générale ou le gouvernement.

- l'Assemblée des Travailleurs donne son avis sur les programmes généraux de l'entreprise, contrôle l'exécution du Plan et de la gestion comptable, s'occupe de la politique du personnel et de la formation des œuvres sociales et des résultats financiers, donne son avis sur les modifications de structures de l'entreprise, et de façon générale, contrôle la gestion.

- 5 commissions permanentes (économique et financière, personnel et formation, affaires sociales et culturelles, discipline, hygiène et sécurité) gèrent l'entreprise dans chacun des domaines qui leur est imparti.

Cette structure permet une réelle association des travailleurs aux décisions de gestion, ce qui implique une solide formation des militants, en particulier par de nombreux séminaires ou stages (notamment en Allemagne de l'Est).

Les résultats sont concrets et témoignent des progrès considérables réalisés dans le domaine social: salaires décentés (minimum 1000 Dinars soit environ 1200 Frs) mais

difficilement comparables avec les nôtres, car les avantages sociaux sont importants (médecine et pharmacie gratuites, loyers dérisoires, etc...), tandis que la hiérarchie des salaires s'établit dans un rapport de 1 à 4 et sera ramené à 3 lorsque la nouvelle grille aura été adoptée.

A travers ces brèves images de l'Algérie nouvelle, force est de constater qu'un pays nouveau est en train de surgir, un pays moderne recréé sur les débris et les ruines léguées par l'occupant français. En dépit des difficultés, des erreurs et des contradictions inhérentes à un certain héritage colonial et au difficile problème de l'accumulation primitive dans la phase de construction du socialisme, l'immense chantier que constitue l'Algérie d'aujourd'hui, a aussi l'attrait d'une patrie qui se construit. Et, fait marquant, la visite d'un groupe de travailleurs bretons en Algérie à été suivie de l'envoi d'une délégation de l'UGTA à Brest (6) qui ouvre ainsi la voie à un jumelage possible entre une ville bretonne et une ville algérienne.

Cellule THOMSON-CSF, Brest.

(1) L'équivalent d'un Conseil Général: elle est constituée de représentants politiques (FLN), des organisations de masse (travailleurs, jeunes, femmes, paysans, anciens combattants) et de personnes désignées pour leur compétence.

(2) Il a pour but de fixer le sable et de favoriser les précipitations. C'est l'armée qui réalise le travail, aidée par des civils volontaires: sur 24 mois de service militaire, 18 sont consacrés à de grands travaux civils (routes, barrages, hôpitaux, etc...). On croit rêver...

(3) En particulier, un lycée moderne vient d'être construit comprenant un internat pour les enfants de nomades, ceci afin de leur donner l'égalité des chances dans la vie.

(4) Ils y apprennent l'Arabe littéraire les deux premières années, et ensuite se partagent entre le Français et l'Arabe. Le Kabyle n'est pas enseigné à l'école, et ce fait traduit à lui seul le blocage du jeune Etat algérien devant le phénomène nationalitaire.

(5) Cette usine, qui fait partie d'une société nationale, fabrique du matériel de radio et d'électricité (80% du marché algérien des batteries et des piles).

(6) C.F. l'interview de 2 délégués.

L'UGTA à BREST : Une voie pour le socialisme

Des relations syndicales entre les travailleurs bretons et les travailleurs algériens, commencent à apparaître. A la suite de la visite dans la région de Sétif d'une quarantaine de militants CFDT Brestois, ce sont deux responsables de l'UGTA qui ont rendu visite, début juin à la ville de Brest. Ces contacts ont pour but principal «d'éliminer un certain racisme, qui existe encore, et qui est source d'étouffement, d'immobilisme et même de régression de tout mouvement révolutionnaire. Nos frères émigrés souffrent souvent de brimades et de vexations et il faut rendre hommage aux syndicats progressistes français pour le soutien qu'ils apportent à notre émigration». Parmi les projets, on parle aussi avec insistance d'un jumelage entre Sétif et Brest...

On ne passe pas sans problèmes majeurs du colonialisme au développement, surtout quand on a choisi la voie qui est la vôtre, et qui n'est pas celle de la facilité. Où en est aujourd'hui l'Algérie, du point de vue économique?

L'Algérie s'est débattue dans des problèmes immenses, hérités de la guerre et du départ des cadres techniques. Il fallait créer les bases matérielles nécessaires au développement du socialisme. L'Algérie de la colonisation était connue comme un pays à vocation agricole. Nous avons pu créer une bonne industrie, qui constitue aujourd'hui une base de travail solide. Une fois que le pays a commencé à se mettre sur pieds, nous avons essayé de revoir tous les textes des lois héritées du système colonialiste et qui ne s'adaptaient pas avec l'option socialiste du pays. Nous continuons à améliorer ces structures: avant la parution de la Charte Nationale, il y a eu une discussion dans tous les secteurs, partout dans le pays. Avec cette façon démocratique de consulter l'opinion nationale algérienne, le peuple a pu choisir de manière définitive la voie socialiste. Il y a, bien sûr, d'autres objectifs à atteindre, car il y a une très forte demande en matière sociale, culturelle et économique. Nous pensons, à travers le prochain plan quinquennal réaliser un certain nombre de projets.

Quelle est la priorité de ce plan quinquennal? L'industrie lourde?

Le plan est encore en discussion. Il y aura une synthèse au niveau de chaque département. Il ne sera définitif qu'après le congrès extraordinaire du FLN.

Quel est le rôle du syndicat dans cette élaboration?

Il est des plus importants. Les sections syndicales y ont partout participé. Au niveau national, le syndicat a travaillé avec les différents ministères. De plus, il y a dix représentants syndicaux au comité central du parti et ils y présentent actuellement les positions syndicales. Le plan est, en Algérie, l'affaire de tout le monde et non d'un individu...

Vous tentez donc de concilier planification et autogestion. Cela vous paraît-il réaliste?

L'autogestion existe dans l'agriculture. Dans l'industrie, nous parlons de gestion

Les deux responsables de l'UGTA prenant la parole devant les travailleurs de la THOMSON-CSF.



socialiste des entreprises. Le travailleur fait partie intégrante de son unité de production, dont il se sent réellement responsable car il y participe dans tous les domaines, de la conception à la commercialisation.

Quels sont les atouts dont dispose l'Algérie pour parvenir à ses buts?

D'abord, la volonté et la mobilisation de chacun! Et cet atout est réel: il faut combattre l'image colonialiste de l'Algérien paresseux. Au lendemain de l'indépendance, avec le départ des colons, la presse internationale était unanime: le pays allait à la catastrophe. Nous avons démontré que nous étions capables de faire fonctionner les institutions. L'Algérie a tout le temps compté sur elle-même. Dans le domaine scolaire, l'effort a été immense. Nous héritions d'un taux d'analphabétisme de 83%. Aujourd'hui, l'ensemble des enfants a sa place à l'école. Le seul problème reste celui de l'enseignement supérieur où nous faisons appel aux coopérants.

Et les priorités?

Probablement, mettre fin à l'émigration. Il faudrait à ce sujet que le gouvernement français considère que l'Algérie est libre et indépendante, et prête à prendre ses responsabilités. En attendant, ces émigrés ont donné toute leur force de travail à la France, et il est inadmissible de les refouler à 45 ou 50 ans. L'émigration aussi est un fruit de la colonisation, depuis 14-18! Il nous faut créer les conditions nécessaires à la réinsertion progressive des émigrés. En tant qu'Algérie libre et indépendante, nous

devons faire en sorte que tous nos enfants puissent y travailler et y gagner leur vie.

Algériens et syndicalistes, comment percevez-vous le rôle de la religion islamique?

Elle a toujours été reconnue par l'ensemble des Algériens. Nous avons démontré qu'elle peut être un soutien à la révolution socialiste. L'Islam a mis fin à pas mal d'injustices et Marx avait reconnu qu'il existait en Algérie un système social précurseur du socialisme. C'est ce système que nous développons aujourd'hui. Chez nous, l'Islam est religion d'état. Nous l'avons choisie ainsi comme nous avons choisi le socialisme.

Et la question kabyle, quelle est votre appréciation à son sujet?

Il n'y a aucun problème kabyle! Le seul problème est un malentendu. Il y a eu un problème étudiant comme il y en a tant en France. Rien de politique; c'est une certaine presse qui a politisé.

La revendication kabyle vous paraît donc aller à l'encontre de l'Algérie nouvelle. Ne pourrait-elle s'y intégrer?

L'Algérie ne peut aller au-delà de ses possibilités. Ces gens-là demandent que leur langue soit officielle en Algérie... — leur dialecte! En Algérie il y a plus de dix dialectes. Si chacun demande que son dialecte devienne une langue, c'est comme si certains français voulaient parler latin!...

Propos recueillis par Jean Guéguénat, et Paul Person.



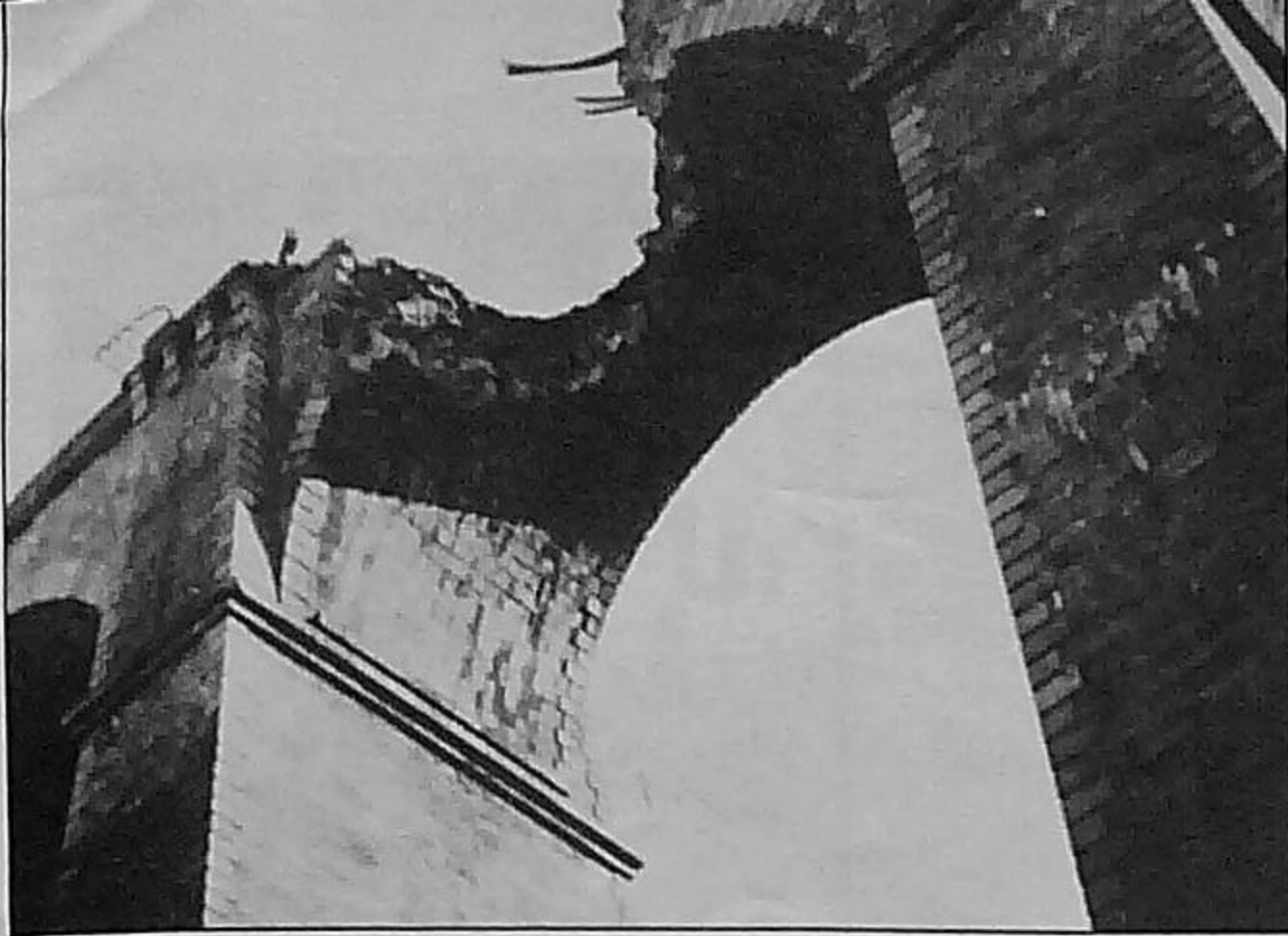
**CRÊPERIE DU ROY
GUINGAMP**

SPÉCIALITÉS MAISON

SALON DE DÉGUSTATION

4, rue aux Blés

Tél. 43.75.36



La Manu

Aux jours affairés de «La Manu» ont succédé les mois angoissés de la guerre. Le 29 janvier 1948, l'aviation anglaise s'attaque à un objectif stratégique: le viaduc de Morlaix. Andrée, qui n'a encore aucune expérience concrète de la guerre, s'y trouve brutalement plongée.

Les Allemands s'étendaient maintenant sur tout le pays. Les Anglais ne débarquaient toujours pas mais une petite lueur s'allumait à l'Est. Devant Stalingrad les boches dérouillaient enfin.

Mlle Cuzon qui voyait déjà les Russes à Brest en verdissait et ne partageait nullement notre allégresse. Pas de prières pour aider les Soviétiques à vaincre l'Allemand.

— Le communisme, mes enfants, est la pire des choses!

Evidemment, le gouvernement de Vichy convenait à l'école chrétienne qui vivait son heure de gloire et chaque petit gâteau vitaminé qui nous était distribué aux récréations était accompagné de petits coups d'encensoir pour le bon maréchal.

Toutefois, en ce Noël 1942, pour la quatrième fois depuis le début de cette satanée guerre, on implora le ciel: «Venez divin Messie, sauvez nos jours infortunés». Mais le ciel ne s'ouvrit pas plus que les années précédentes et les anges ne vinrent pas, comme aux bergers de Bethléem, nous annoncer qu'il nous était né un sauveur. Il est vrai qu'en l'occurrence c'était plutôt un sauveteur que les peuples attendaient. Mais ce sauveteur d'où viendrait-il? De l'Est? de l'Ouest?

En attendant, on passa un Noël austère et, dans nos galoches à semelles de bois, on ne découvrit pas d'oranges.

Oh ces oranges! Je les voyais en mirage.

«Échangerait un kilo de beurre contre une orange». J'aurais toujours pu épingler ça à ma porte sans succès. Qui avait une orange en sa possession à cette époque-là, dans nos régions du moins?

Je dus me contenter de ma ration de chocolat qui n'existait plus que sous la forme de grosses barres fourrées de crème écoeurante.

1943, Monique, la petite Belge, arriva à l'école en nous annonçant qu'elle avait reçu pour les fêtes une boîte de bananes confites, boîte qui, de mains en mains, lui arrivait je ne sais d'où. Des bananes! Pas vu la couleur depuis trois ans. On en bava toutes. Le lendemain, Monique nous en envoya une, toute petite, toute sèche, toute ratatinée; elle la promena tout la journée comme de

l'or en barre. Enfin elle la partagea. On eut un infime petit bout chacune mais qui avait un si bon goût de vraie banane qu'on se crut un instant revenu en temps de paix.

Le vendredi 29 janvier, fut une merveilleuse journée ensoleillée, pure comme le sont parfois les belles journées d'hiver et le ciel était adorablement bleu.

A une heure et demie, je filai à l'école tandis que Marguerite se dépêchait de desservir la table car à deux heures elle devait assister à un enterrement.

On entra en classe et Mlle Cuzon commença à nous donner une dictée «Promenade en forêt». On avait à peine inscrit le titre que les sirènes mugirent, des avions passèrent très bas au-dessus de l'école puis un bruit assourdissant s'ensuivit. Affolée, Mlle Cuzon nous poussa dans l'escalier et attaqua du «Je vous salue Marie» à n'en plus finir. Mais les «Avé» repris en chœur par tous les élèves ne couvraient pas le bruit infernal des explosions mêlé aux sanglots des enfants apeurés.

Puis tous les bruits cessèrent et la porte s'ouvrit sur une jeune fille affolée, couverte de plâtre, qui venait chercher sa sœur et qui paniqua tout le monde en annonçant:

— Le viaduc est en l'air, dans la rue tout le monde est mort.

Les pleurs redoublèrent, les gosses voulaient s'en aller à tout prix, les religieuses, responsables de leur troupeau, barraient la route et essayaient de nous calmer.

La deuxième personne qui arriva fut ma mère; elle était échevelée et avait gardé sa blouse. Je remarquais des billets de banque qui sortaient de sa poche, elle avait sauvé sa guine. Alors je sortis avec elle dans la rue, enfin ce qui avait été ma rue et qui n'était plus qu'un fatras de pierre, de plâtre et de fils électriques. Les gens couraient, hurlaient, dégageaient les blessés, les morts. Il régnait une odeur de poussière et de sang. Une bombe était tombée chez Floch, l'assureur du n° 79. Sa femme, son fils, et son employé étaient sous les décombres. On sortait un petit tas de quelque chose dans un drap ensanglanté juste quand on passait, il paraît que c'était l'employé. J'ai tourné la tête pour ne pas

voir et j'ai vu la mère de mon petit copain qu'on dégageait de la maison d'en face.

Une autre bombe était tombée chez Corbel, par bonheur personne n'était tué. Mon père, qui était chez eux à ce moment-là, avait traversé la rue sous les bombes pour venir chez nous, intact, de l'autre côté. Tout le monde, donc, chez nous était sain et sauf. Marguerite n'était pas encore descendue du cimetière et c'était ce qui m'agitait le plus pour l'instant car je ne me sentais vraiment en sécurité que sous son aile.

Le viaduc avait aussi reçu une bombe qui avait fait une large brèche dans l'arche qui enjambait notre rue et nous regardions, angoissés, cet édifice qui menaçait à tout moment de nous lâcher des pierres de taille sur le crâne. Des rails pendaient dangereusement dans le vide et se balançaient au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès. L'une d'elles avait déjà coupé en deux Bob Guizien, l'épaveur de notre voisin, et nous n'avions pas envie de subir le même sort.

Les gens de l'enterrement commencèrent à descendre la rue, ils revenaient du cimetière avec des récits dantesques. Là aussi il y avait eu des bombes et quelques victimes. Les tombeaux s'étaient ouverts et les morts étaient sortis de leur cercueil. Marguerite ne descendait toujours pas, c'était pas normal. Elle aurait dû être la première à venir chercher à l'école sa petite fille. Je ne cessais de répéter:

— On va chercher Mémée.

Ma mère commençait aussi à s'inquiéter et on prit la décision d'aller à sa rencontre.

— Il y a eu trois femmes de tuées au cimetière, entendait-on en route.

En arrivant au cimetière, ma mère demanda à un monsieur qui se trouvait là le nom des victimes. Il sortit trois cartes d'identité de sa poche et annonça:

— Il y a une dame Le Duff...

Je n'ai pas entendu la suite et je me suis mise à pleurer et je ne me rappelle de cet instant que le goût salé de mes larmes qui me donnait soif.

Ma mère s'était assise sur une tombe, incapable de penser. Tout d'un coup, elle se dit qu'il fallait tout de même qu'elle aille voir sa mère, une personne la conduisait à l'endroit où était notre tombe mais les victimes avaient été conduites à la morgue. Près de la tombe nous avons retrouvé son petit canif. Elle était allée après l'enterrement se recueillir sur la tombe de pépé Le Duff et était occupée à enlever quelques mauvaises herbes quand les avions porteurs de mort étaient venus.

Le fossoyeur nous a raconté par la suite qu'il l'avait vue ainsi qu'une autre dame et qu'il leur avait crié «couchez-vous» avant de s'affaler lui-même entre les tombes. Mais, le nez en l'air, elles avaient continué à regarder tomber les bombes ne comprenant pas que cette fois c'étaient pour elles. Marguerite n'aimait pas les Anglais, comme elle a dû les maudire quand elle s'est sentie touchée.

Seule, dans l'allée du cimetière, je pleurais comme une madeleine et quelqu'un m'a emmené chez Lamanda, au café d'en face. Mon père m'a récupérée là, il paraît qu'un Allemand m'avait payé une limonade.



Alors on est redescendu à la maison et complètement désespérés on regardait les carreaux brisés, les portes soufflées. Dans la salle à manger, une grosse pierre du viaduc était entrée par la fenêtre. Dans ma chambre sur la table de nuit «Alberte» de Pierre Benoit resterait inachevée car Marguerite ne reviendrait plus et je ne pouvais y croire. Je ne l'avais pas vue malade, je ne l'avais pas vue morte, je ne pouvais pas me l'imaginer privée de vie, elle si dynamique, et surtout je ne pouvais pas admettre qu'elle me plante là, qu'elle me fasse ça à moi qui était perdue sans elle.

Et peu à peu on apprit l'étendue du désastre, il n'y avait pas que notre rue de touchée, la place Thiers était dans le même état, les morts se comptaient par dizaines et à St-Martin une bombe était tombée sur l'école maternelle faisant 37 victimes. A chaque instant on entendait citer le nom d'un nouveau disparu de notre connaissance et je me disais à chaque coup :

— Tout à l'heure, quand on dira ça à Mémée!

Et aussitôt la réalité se dressait devant moi, c'est vrai qu'elle aussi était au nombre des victimes. En tout il y en eut 80.

Pour tout orémus en apprenant la mort de sa belle-mère, Thomas avait dit :

— Et maintenant, qu'est-ce qu'on va manger?

Je lui en ai voulu longtemps de cette remarque, mais il est vrai que lui ne regrettait que sa cuisinière, moi j'avais perdu grand-mère et voyais les choses différemment.

Annan arriva enfin, elle était partie à la campagne pour la journée. Elle prit les rênes en mains et décida qu'on ne pouvait pas rester là, Gaby prostrée, se laissa faire et on partit passer la nuit au collège des filles où les concierges, parents d'Annan, nous recueillirent.

Annan et Gaby allèrent à la morgue, une employée qui connaissait Marguerite lui avait enlevé son alliance et ses chaussures avant de l'enchasser et les remit à ma mère. Des personnes peu scrupuleuses volaient paraît-il, les alliances et les souliers des morts.

Le lendemain, on revint dans la rue A. de Guernisac et dans les ruines encore fumantes de sa maison, M. Floch cherchait en vain quelque chose des siens. Je me rappelais de l'entendre dire, en 39, que ça finirait en queue de poisson. Dans la guerre il y avait des arêtes et cette fois-ci elles nous resteraient en travers de la gorge. Maintenant, on savait ce qu'était un bombardement. Il paraît qu'il fallait admirer la virtuosité des pilotes qui avaient réussi à atteindre un objectif aussi mince qu'un viaduc.

Je regrettais mais ces pilotes ne m'inspiraient aucune admiration et je n'avais que de la rancœur contre ces alliés qui venaient nous balancer une quarantaine de bombes, au petit bonheur la chance, en pleine ville, tuaient sans vergogne de pauvres gens qui ne leur avaient rien fait.

Ce grand pont stratégique de la ligne Paris-Brest seulement écorné fut rapidement rafistolé et les trains passèrent dessus un mois après, il n'y eut que les morts qu'on ne rafistola pas.

UNE TENTATIVE DE FÊTE DIFFÉRENTE :

LE 3^e FESTIVAL DE DANSES ET TRADITIONS POPULAIRES DE CHATEAUNEUF-DU-FAOU

Souhaitant sortir de l'ordinaire, réservé aux cercles celtiques, le groupe Korriganed ar Menez Du, de Châteauneuf du Faou, a pensé, il y a trois ans, organiser un festival de danses et traditions populaires, qui voit le jour en 1978. Sa 3^e édition se déroulera du 8 au 15 août prochain. Il subsiste encore bien des problèmes, en particulier quant à l'organisation de la partie purement culturelle, qui se heurte à un manque de locaux, toutefois l'idée d'inviter, dans une commune de moins de 4000 habitants, en plein cœur de la Montagne, 400 personnes, membres d'ensembles de danses ou musiciens et chanteurs traditionnels, a fait son chemin. L'idée forte a été qu'au contact de représentants de cultures très diverses, il est possible de prendre conscience de la spécificité de sa propre culture. Les deux éditions passées du festival ont pu se dérouler grâce à l'intérêt des Châteauneuviens, qui se déplacent en masse à des spectacles dont l'entrée est peu coûteuse. Ce festival n'est pas une fête à touristes, c'est la fête des habitants d'une région. Tant mieux si des touristes y viennent, mais ils sont noyés dans une masse enthousiaste. Des groupes réellement fabuleux se déplaceront spécialement pour le festival, venant de Turquie, du Portugal, de Yougoslavie, de Grèce, de Hongrie, du Pays Basque, d'Italie, de plusieurs régions de l'hexagone, et de Bretagne. Les contacts entre châteauneuviens et participants au festival sont de qualité. Chaque soir, il y a un spectacle, chaque jour, des animations de rues créent une ambiance explosive, certains soirs, les spectacles sont doublés par des cabarets, et le 15 août, au soir, aura lieu un «fest-noz international» où l'on verra, comme les autres années, les châteauneuviens apprendre les gavottes aux membres des groupes, et ces derniers enseigner leurs danses, à leur tour. C'est une fête des échanges culturels et de la fraternité, une fête véritable, car il y a participation de tous.

AR MARC'H DALL

UN DISQUE PAR ET POUR LE PEUPLE

UN disque consacré à la cantate composée par René Abjean pour la musique, et par Jo Irien pour les paroles, cantate intitulée «Ar Marc'h Dall» a fait son apparition sur le marché. Cette parution rappelle qu'il y a un an, en présentant «Ar Marc'h Dall» au cours des fêtes du Bleun Brug à Plougastel puis un peu partout en Bretagne, les deux auteurs ont réussi un véritable coup de maître à plusieurs égards.

Tout d'abord la rencontre de ces deux hommes habités par un même lyrisme savamment contrôlé a créé cette cantate qui est un pur chef d'œuvre d'émotion et de puissante beauté. «Ar Marc'h Dall», le cheval aveugle, désigne sans doute le peuple breton qui, tel ce cheval de trait, avance là où son maître veut bien qu'il aille, sans que lui puisse voir où.

Mais la construction et l'élaboration de ce flamboyant édifice musical et poétique ont été aussi une réussite de musique populaire, puisque les thèmes s'en inspirent largement, mais aussi puisque ce sont plusieurs chorales de communes du Bas-Léon qui se sont réunies pour chanter cette œuvre difficile, à laquelle elles n'étaient pas au début habituées. Et cette cantate c'est aussi le mariage de la tradition rurale de chant choral et des rythmes plus récents nés dans les villes, qu'interprétait avec son talent et sa discrétion habituelle le groupe «An Triskell».

Je ne suis ni musicien, ni critique musical, encore moins connaisseur. J'ai simplement tenu à signaler la majesté d'une œuvre qui se situe, par sa beauté et son histoire, à la croisée des chemins de la véritable musique populaire bretonne d'aujourd'hui. Car outre sa réussite artistique, «Ar Marc'h Dall» est aussi et surtout une magnifique façon d'affirmer et de prouver que l'avenir appartient au peuple breton.

Alain Kervern.



IFFIG

● se lance ce mois-ci dans l'anti-militarisme primaire

● a en effet appris qu'à Quimerc'h (Finistère) la Coopérative agricole «La Douphine» avait décidé d'élever des silos à grains sur les quais de la gare, qui ne sert pratiquement plus.

● a appris aussi que la dite coopérative, ayant obtenu les autorisations nécessaires de la SNCF-Brest avait commencé à élever la partie métallique des silos et avait même passé commande du béton.

● a appris également que la SNCF-Quimper a fait annuler l'opération, au motif que, l'armée étant prioritaire, les silos en question empêcheraient un éventuel déchargement de chars!



QUILAPAYUN, LE CHILI ET LA BRETAGNE

Lors de la fête du Peuple Breton, Anne Marine, de FR3 Bretagne a interviewé le groupe chilien Quilapayun. Cette interview a été diffusée le lundi 16 juin, sur Radio-Armorique.



Les applaudissements, les cris d'enthousiasme vous sont destinés; vous êtes maintenant un groupe très connu. Au départ, au Chili, vous pensiez atteindre cette notoriété quand vous avez fondé le groupe en 1965?

— «Tu sais, lorsque l'on commence, on se fait beaucoup d'illusions, on a beaucoup d'espoirs et surtout on veut faire quelque chose. Lorsque nous avons commencé, nous avions un espoir, faire quelque chose pour notre pays. On est arrivé à avoir une notoriété d'abord au Chili, puis en Amérique Latine, ensuite nous avons fait quatre tournées en Europe et nous avons dû rester en France depuis l'année 1973. Depuis que l'on

habite en France, nous l'avons d'abord parcourue puis nous avons parcouru le reste du monde. On est entouré depuis lors de la fraternité, de la chaleur du peuple, qui nous a aimés d'abord parce que nous étions Chiliens. Les gens étaient émus à cause des événements du Chili et cette émotion nous accompagne encore dans notre démarche musicale.

— Comment expliques-tu le fait que par exemple ici en Bretagne, face à une minorité, vous soyez un peu comme des locomotives entraînant des gens qui se reconnaissent dans votre démarche, et comment le groupe Quilapayun se situe-t-il par rapport à cette fête du Peuple Breton?

— Je crois que la musique que nous faisons, et je veux dire par là musique et texte, essaie d'exprimer un sentiment populaire, qui peut être identifiable à n'importe quel peuple du monde en général. Nos textes, au départ, étaient des textes très localisés dans la situation Chilienne. Aujourd'hui, on essaie de représenter la situation de beaucoup de peuples. Parce qu'ici, en Bretagne, nous

avons un exemple de tout un peuple, d'une région de la France qui regarde vers une certaine autonomie, vers une certaine indépendance culturelle, qui veut maintenir ses traditions, maintenir ses origines, non? C'est une lutte qui se confond avec la nôtre, et, en général, tous les peuples qui luttent pour leur indépendance, qui luttent pour la reprise de leurs propres racines, de leurs propres valeurs culturelles, de ce qui est le plus autochtone en eux-mêmes, est pour nous, tout à fait identifiable.

Nous essayons naturellement de répondre à tout cela. On se rend compte aujourd'hui, que les gens qui s'identifient à nos mots, sont les gens de la Bretagne, mais à Paris, les jeunes s'identifient à nous, parce qu'ils aiment la musique Latino-américaine que nous faisons; ici, ils s'identifient aussi avec le message que nous portons dans notre musique de combat, c'est un message d'espoir, c'est un message d'indépendance, c'est un message afin de réaliser sa vie avec ses propres moyens, et je crois que là, on se retrouve...



BRESTOPOLIS ?

«Les temples culturels sont en théorie accessibles à tous... Nous refusons la pseudo-culture de diversion, l'entreprise affairiste... (qui s'oppose) à la diffusion populaire de spectacles de qualité...»

Michel Philipponneau («Changer la Vie, Changer la Ville», Rennes 1977, Préface de François Mitterrand, Breiz Ed.).

Ces mirobolantes déclarations de Michel Philipponneau, adjoint PS au maire de Rennes paraissent très positives. Il est vrai qu'elles ont été écrites en 1977, alors que le Programme Commun s'affirmait comme une réalité de plus en plus vive.

Que penser, 3 ans plus tard, des déclarations de Michel Philipponneau, l'un des principaux responsables du PS breton le B.R.E.I.S. (1)? L'exemple brestois des cérémonies du 14 juillet nous fournit déjà une certaine réponse.

Brest en fête?

1977: la liste d'Union de la gauche (PC - PS - UDB) l'emporte au 1^{er} tour sur la droite: de peu, il est vrai, puisque la majorité absolue n'est que de ...33 voix! Avec cette victoire, c'est 50 ans de règne de la droite qui prennent fin. 1980: après une rencontre au sommet à Paris, le PC et le PS décident de porter leur rupture au plan brestois. C'est la fin de l'Union de la gauche à Brest, 3 ans seulement après.

En refusant le vote du budget de la Ville de Brest, les élus communistes prennent la responsabilité de la rupture.

Désormais, PS et UDB se retrouvent seuls dépositaires des engagements pris.

Brest, on le sait, compte près de 10.000 chômeurs. La baisse du pouvoir d'achat, l'inflation galopante touchent durement les familles populaires. On n'a pas beaucoup pris de vacances dans les quartiers HLM de Brest cette année: à Pontanezen. Kerbernard, Keredern,

Kerangoff, Keranroux, Kerargaouyat, on en est vraiment à la portion congrue en 1980.

Aussi est-ce avec satisfaction que les familles populaires de Pontanezen, de Bellevue et de St-Pierre ont vu s'ouvrir 3 centres aérés de quartiers qui, après la remise en état de la plage du Moulin-Blanc, constituent des améliorations vraiment attendues et dignes du Programme Brest-Espoir de 1977.

De même, les rencontres internationales organisées par le Centre Breton d'Art Populaire — une création de l'équipe de gauche — ont-elles rencontré un bon succès, tant par la qualité de l'organisation et le niveau artistique que par l'intérêt d'un public qui s'est étoffé depuis 1979.

C'est ainsi également qu'il faut comprendre l'intéressante expérience d'initiative à la musique dans les quartiers, par Bernard Le Breton ou l'apprentissage de la fabrication des marionnettes par

l'équipe du Houka Magique. Nombreux furent cette année les équipements municipaux ouverts pour la 1^{ère} fois à la vie artistique dans cette période estivale.

Tout ceci va bien dans le sens de la démocratie et du socialisme.

Nous n'en dirons pas autant du spectacle organisé conjointement par la Ville de Brest et la Marine Nationale Française, dénommé pour la circonstance «Les Tonnerres de Brest», et vis-à-vis duquel les élus UDB avaient émis, dès le début, les plus expresses réserves.

Un 14 juillet sublime...

A Brest, le 14 juillet 1980, le PS a voulu prendre les devants. Croyant que la France pouvait être une idée de gauche — à moins qu'il ne s'en réfère à ses illustres prédécesseurs — le voilà embarqué dans une piste avec Jeanne La Pucelle! A chacun son pied!

Il est vrai que depuis 1977, le PS a reculé sur Brest; électoralement, on a pu le voir lors des cantonales de 79, où PC et UDB ont progressé, tandis que le PS a perdu près de 2 points.

Mais peut-on s'orienter en fonction de seuls choix électoraux, au besoin en reniant ses engagements initiaux? Le PS brestois a oublié les déclarations de Philipponneau. Il espère ainsi se rallier un certain électorat de droite. Y parviendra-t-il, même à ce prix? Nous en doutons.

De Bigault de Cazanove, un «Amiral du Tonnerre»

C'est au slogan: «démission des préfets!» que défilaient les milliers d'autonomistes bretons qui, derrière les banderoles de l'UDB, refusaient la catastrophe de l'Amoco Cadiz. Malmené à Landeda, Barre releva de ses fonctions le Préfet du Finistère. L'autre, le préfet Maritime, le vice-amiral de Bigault de Cazanove, est toujours en place.

C'est un homme sûr pour le pouvoir, issu de la haute aristocratie française, l'un de ceux qui savent ce que colonialisme veut dire, en Bretagne comme ailleurs.

La Marine Nationale Française, faut-il le rappeler, est propriétaire d'une bonne partie du littoral de la Rade de Brest. C'est elle qui détient le pouvoir de police maritime sur la Rade, entravant, tout développement économique de la 2^e rade du Monde. C'est elle qui possède une grande part du Port de Brest, inutilement immobilisé par une flotte vétuste. Les ouvrages portuaires civils doivent à grand frais, être aménagés sous la forme de polders, payés par les contribuables brestois et bretons.

Le Préfet Maritime est devenu l'homme de la Droite. C'est lui qui a inauguré la Foire-Exposition de Brest en 1980; dans son discours inaugural, il s'est fait le champion des énergies douces: l'avenir, a-t-il déclaré, c'est le soleil, la mer, et... les petits oiseaux pour les Bretons. Il n'a pas parlé du 6^e sous-marin nucléaire de l'Île Longue.

C'est un homme sportif, M. de Bigault de Cazanove: il a été récemment invité à présider le tournoi de golf organisé par la Chambre de Commerce de Brest au Parc de Lann-Rohou. Il sait rester modeste, se contenter des 18 trous, le grand patron français de l'Atlantique des sous-marins atomiques, demain de la bombe à neutrons.

Le Préfet Maritime en a assez de voir la gauche diriger la cité brestoise. Il pouvait donc s'opposer ouvertement à elle, sur la place publique. Il a préféré la douceur, cet homme des énergies nouvelles: il a voulu envelopper la gauche, en lui imposant la prééminence de la Marine sur le Civil. C'est lui l'heureux concepteur du 14 juillet brestois: un grand spectacle son et lumière. Le PS n'y a vu que du feu.

Une mise en scène féérique: les noces de la mer

Lors de l'inauguration de la Foire-Exposition, en mai dernier, de Bigault de Cazanove déclarait qu'il y avait, entre Brest et sa Marine, «un mariage de raison».

Dans la plaquette de présentation des «Tonnerres de Brest» le Préfet Maritime déclarait: «Brest et la Marine sont complémentaires». Voire...

Faut-il en effet se congratuler des «excellentes relations qui existent, ont existé, et existeront (sic) entre Brest et la Marine»? à moins de penser que la Bretagne restera la colonie docile de l'impérialisme français. Et encore cette phrase: «Légendes, destinée civile et militaire sont mêlés dans l'esprit et le cœur des Bretons». Les 240.000 morts de la guerre 14-18 n'ont rien à voir avec la légende, pas plus que le sous-développement que connaît aujourd'hui la Bretagne avec ses 100.000 chômeurs.

Dans les perles rares, on peut encore relever: «Brest est aujourd'hui une grande ville moderne. La Marine Nationale lui apporte assistance et sécurité». La sécurité des sous-marins nucléaires et des menaces qu'ils font peser ne nous paraît pas probante. Quant à l'assistance de la Marine, on aurait aimé la voir à l'œuvre lors des récentes catastrophes pétrolières de l'Amoco Cadiz, de l'Olympic Bravery, du Tanio...

Très grand seigneur on note «qu'il faut se réjouir de l'intérêt que manifeste ainsi la Marine Nationale à l'égard de l'Histoire et des traditions vivantes de Brest et de la Mer». Excusez du peu!

Et de Bigault de Cazanove de conclure, au cours d'une conférence de presse régionale à «l'excellence des relations entre la Marine Nationale et la Ville de Brest» suivi par le maire de Brest, Francis Le Blé qui déclare à son tour: «L'Amiral de Bigault de Cazanove a conçu le projet de créer un spectacle son et lumière dans l'enceinte de l'Arsenal, au pied même du «château». La municipalité a estimé que cette initiative s'inscrivait dans la logique de notre démarche».

Un petit correctif à cette affirmation: l'idée avait été présentée comme venant de l'Adjoint PS à l'Information. Erreur ou omission...

Du mariage de raison, on est passé en quelques semaines, au mariage d'amour. A quand le baiser russe entre Bigault et Le Blé? Ici — Paris est suspendu à l'événement, nous aussi.

Mais l'amour n'exclut pas l'intérêt surtout lorsque c'est d'argent qu'il s'agit (2). Le Préfet maritime le reconnaît d'ailleurs lorsqu'il écrit:

«La ville a accepté de s'engager financièrement, c'est-à-dire que nous n'aurions rien pu faire l'un sans l'autre».

Voilà qui est clairement parler. De Bigault n'est pas un rêveur. C'est un

homme du concret.

La plaquette de présentation apporte, d'ailleurs, cette agréable précision:

«Si la participation de la Ville de Brest à cet ambitieux programme paraît discrète, il n'en demeure pas moins que son engagement est total: c'est elle en effet, qui prend à sa charge le risque financier de l'opération».

Espérons au moins que les 60 millions de centimes engloutis par la collectivité locale pour la gloire du préfet maritime lui permettront d'obtenir une promotion tranquille hors de Bretagne.

Brestopolis

Le spectacle était prévu pour être d'envergure internationale. Ses auteurs, Pierre Armand, Thierry Arnaud et Yves Pépin, sont d'ailleurs réputés pour les mises en scène qu'ils ont déjà orchestrées. L'Acropole d'Athènes, les Pyramides d'Egypte, et Persepolis, qui fut un des grands moments du règne de Reza Chah Pallevi, dont on connaît le destin tragique de ses sujets sous son nom de Chah d'Iran. Passons.

Ici, le projet se voulait moins ambitieux. D'ailleurs De Bigault de Cazanove précisait, en toute humilité: «ce spectacle ne se veut pas grandiose» (tu parles!). Il ne le fut pas. En 3 jours, on attendait 30 000 personnes. Il en vint 10 000. Le tiers de la fête du Peuple Breton et encore, avec un budget 5 fois supérieur. Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché «Le Télégramme» de lui réserver la Une en couleur, alors que la Fête du P.B. bénéficiait d'un petit quart de page dans la locale de Brest.

Quant au spectacle lui-même la Presse l'a qualifié d'«étriqué». On attendait 100 bateaux, 500 musiciens et choristes, 2000 participants... y en a-t-il eu seulement la moitié?

Non, ça n'était pas «l'achèvement sur une vision et une sensation d'une gigantesque intensité» pompeusement annoncée.

On voulait pour la parade ouvrir la Penfeld, la rivière de Brest, aux bateaux de plaisance et à ceux des pêcheurs. Peine perdue, le cloaque militariste a été trop longtemps fermé aux civils pour que les pêcheurs de la rade, en lutte pour leur survie, aient envie de s'y aventurer. De mémoire de brestois, le trafic sur la Penfeld ne fut jamais si calme que durant ces 3 jours des 12-13-14 juillet 1980. Le «temple culturel» dont parlait Philipponneau ne semble plus faire recette.

La plaquette de présentation de cette mascarade se conclut ainsi:

«Les tonnerres de Brest ont le désir de vivre longtemps. Le succès de ce spectacle et son maintien pour l'avenir sont fonction de l'assistance que les médias voudront bien lui apporter en matière d'information vis-à-vis du public».

Les médias on marché. Le public peu. Les travailleurs très peu (3). Nous, à l'UDB, on ne marche pas.

Jean Roudaut.

(1) BREIS, Bureau Régional d'Etudes et d'Informations Socialistes.

(2) Pour mémoire, rappelons que depuis 1974, le budget des armées s'est accru de 275%.

(3) Signalons au passage les classes de tarifs pratiquées, à l'entrée du spectacle:

— 1^{ère} catégorie: 50 F

— 2^e catégorie: 40 F

— 3^e catégorie: 30 F



Une affiche signée Marziale



Les organisateurs du Festival - Bientôt dans Lui ?

Le Festival de Cinéma de Douarnenez

Des «Beg du» chez les «Penn-Sardinn»?

Le festival de cinéma de Douarnenez, organisé par la MJC et le cinéma «Le Club», tout le monde, maintenant le connaît. Ayant en deux ans éclipsé Cannes et Deauville, il s'avère l'incontestable phare de la Bretagne culturelle d'aujourd'hui. Hollywood sur fond de baie de Douarnenez, qui résistera? Après le Québec présenté en 1978, les Indiens d'Amérique du Nord en 1979, le festival se tournera cette année vers les DOM-TOM, départements et territoires d'Outre-Mer.

Du 1^{er} au 7 septembre, Douarnenez vivra aux heures douloureuses des confettis d'un empire (lui aussi) éclaté.

Pourquoi les DOM-TOM? Plusieurs raisons imposent ce choix. D'abord, raison politico-culturelle: il est temps de bien connaître ces peuples, citoyens français comme nous, ils sont généralement méconnus voire même inconnus. Qui pourrait citer tous les DOM-TOM sans erreurs de localisation et de statuts? A un moment où ils rejoignent le devant de la scène politique internationale, à un moment où l'inquiétude naît dans les ministères (où on les voit rouge!!) concernant leur avenir, il faut les apprendre. Demain il sera trop tard.

Raison cinématographique aussi. Voilà des peuples qui appartiennent au même Etat que nous. Voilà des peuples qui, pourtant, ont un cinéma authentique (la Martinique surtout). Pourquoi? Il sera intéressant pour nous Bretons, d'établir des comparaisons à partir de l'exemple des films, des débats et des discussions. Trouvera-t-on en Bretagne comme à Fort-de-France une municipalité de gauche

volontariste sachant utiliser l'efficace outil cinématographique?

Trouvera-t-on en Bretagne comme à Fort-de-France un Aimé Césaire favorisant les cinéastes et leur donnant des moyens de travail appropriés. Autant de questions qui nourriront débats, échanges et discussions entre des peuples sans voix à la recherche d'eux-mêmes.

A noter que **tous** les DOM-TOM seront représentés à travers une quarantaine de moyens ou longs métrages unissant les films de fiction, d'aventures, documentaires et reportages (à l'exception de la trop connue «case de l'oncle Tom»). C'est là le tour de force des organisateurs qui annoncent déjà à leur voisin de Briec, Jean Edern Hallier, que, s'il rachète comme prévu le journal «Lui» ils se portent candidats au premier poster couleur suivant sa celtic intronisation!

Mais il n'y aura pas que des réalisations cinématographiques; de nombreux invités participeront au festival, Canaques, Réunionnais, Antillais, Tahitiens, Guyanais... Les débats promettent d'être... «chauds» et aussi passionnés, peut-être, que Max Relouzat porte parole de l'Association des travailleurs Antillais du Finistère, l'AFAT, cette année coorganisatrice. Max a, (lors de la conférence de presse présentant le festival) longuement et chaleureusement parlé de son pays, la Martinique, vidé de ses jeunes, assassiné à petit feu par le déracinement et l'exode, privé de sa culture, de son mode de vie, de ses structures... Il faut l'entendre parler de ses compatriotes amenés, exemples significatifs, à mépriser le poisson et les légumes locaux. Pour devenir des

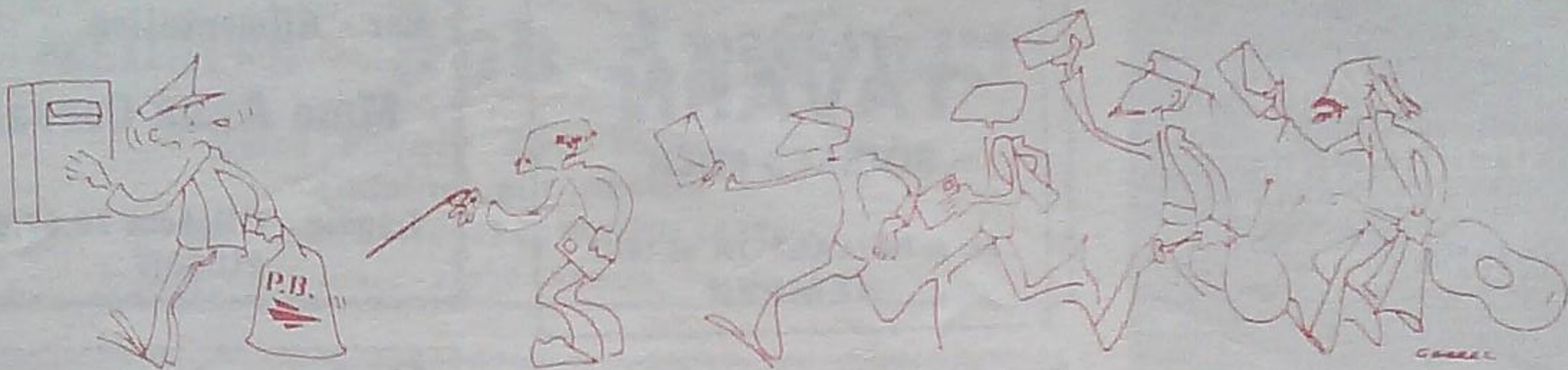
consommateurs de conserves européennes ou asiatiques; abaissés à préférer les fleurs artificielles onéreuses aux fleurs tropicales. Et que dire de ces mères qui votent «bien» pour ne pas risquer l'avenir de leurs enfants travaillant en France qui, eux-mêmes, pour gagner leur vie sont contraints de voter selon leur ventre et non selon leur cœur. Car, c'est connu, l'autonomie c'est l'indépendance, et l'indépendance le chaos! Toutes ces réalités seront évoquées dans les films, les discussions, exposées dans des séries de photos, et aussi goûtées et appréciées lors de bouffes réunionnaises ou du grand bal antillais de clôture.

La journée bretonne aura lieu le vendredi 5 septembre avec diverses réalisations de plusieurs pays celtiques et surtout le film des Le Garrec sur le combat de Plogoff; «Yezh ar Vezh», le dernier film de Philippe Durand et enfin en exclusivité, l'excellent long métrage d'Alain Aubert sur l'exode «Chronique des années tristes». Du plaisir, y'aura avec nous!*

Il ne fait pas de doute encore une fois, que le festival des minorités nationales fera le plein lors de ce rassemblement des peuples exclus. Tous à Douarnenez du 1^{er} au 7 septembre. (Hébergement possible, renseignements à la MJC, (98) 92.10.07, les Bigoudens seront acceptés si accompagnés).

Section UDB de Douarnenez.

* Tout sur le cinéma breton de l'origine à nos jours interview de cinéastes, de producteurs, de distributeurs... Dans «cinémaction» numéro spécial minorités de l'Etat Français. 250 pages — très beau, pas cher (30F). En vente au siège national de l'UDB.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Peinture militante

Lors de la récente « fête du Peuple Breton » nous avons remarqué qu'un progrès avait été réalisé par rapport aux années précédentes: cette fête a gagné en ouverture. Pourtant nous émettons de sérieuses réserves à propos des expositions de peintures et de photos. Les toiles présentées se voulaient uniquement des images militantes qui auraient sûrement gagné à être traduites par d'autres moyens plus adaptés: affiches par exemple. Les images proposées n'avaient d'intérêt que dans la reproduction à grande série. Cette exposition donne un caractère exclusif à la peinture bretonne. D'autres courants plus actuels existants déjà dans notre région plus mal connus risquent d'être rejetés. Plutôt que de cautionner un seul type de peinture, il serait intéressant de donner un aperçu de la peinture faite en Bretagne. Vivre en Bretagne et y peindre, c'est déjà militer pour la culture bretonne. Nous nous tenons prêts à ouvrir un débat sur la culture en Bretagne.

Association des élèves des Beaux-Arts
de Brest.

D'où leur peur, leur angoisse au jour de l'examen. Peur de ne pas être admis et de perdre ainsi leurs rêves et leur amour pour ce métier.

Didier Evanno, Languidic.

Correction

Le dernier numéro du PB évoquant l'élection à Pâques 1980 de la nouvelle municipalité de Brest, écrit qu'on s'insulta copieusement à cette séance. On doit à la vérité de dire que pas un mot déplacé, pas une injure, ne partirent des rangs des élus UDB et socialistes. L'insulte fut le fait de seuls communistes, élus et supporters. Il fallait tout de même le préciser.

Ronan Leprohon,
adjoint au maire de Brest.

Infidèles bretons

France-Inter, dans sa grande bonté, a décidé de donner à la fin de chaque émission d'information des... nouvelles... régionalisées. C'est ainsi qu'à 7 heures ce matin, après tout un battage « papal », il a été dit que les Bretons « boudaient la venue du Pape ». Interview d'un responsable d'Ille-et-Vilaine qui ne peut que constater et n'a pas d'explications plausibles. Commentaire de Paris pour conclure: « Comme vous voyez, certains sont dépassés par l'ampleur de l'événement ». Quel était donc l'événement, la venue du Pape à Paris? (sans doute, dans l'optique de notre journaliste parisien). Ou alors le fait que les trois trains prévus pour les chers fidèles bretons ont dû être décommandés? Qui sont les « certains » qui sont dépassés par « l'événement »? Drôle de façon de régionaliser en saisissant chaque

On a choisi la terre

Une matinée d'un mercredi à passer dans la peur d'un résultat de dernière minute. C'est le jour où l'on saura si l'on est ou non admis à l'examen. On a passé trois années à apprendre et comprendre notre métier. On a choisi ce métier parce qu'on l'aime. On a voulu la terre, et partager notre bonheur et nos soucis avec elle parce qu'on l'aime... Mais pour que l'on puisse l'exploiter correctement, il faut bien savoir la cultiver et connaître les techniques nouvelles de l'agriculture.

Il y a bien longtemps, les jeunes qui restaient à la terre étaient essentiellement fils ou filles de paysans. Ils prenaient la ferme de leurs parents, sans avoir aucun problème d'adaptation. Aujourd'hui, les jeunes qui veulent rester à la terre doivent suivre des cours spécialisés... Ils sont même obligés de passer un examen, et s'ils échouent à cet examen, ils ont moins de chances de pouvoir s'installer dans une exploitation.

MEIN-HARZ

(JALONS)

La revue théorique de l'U. D. B.

LE N° 8 EST PARU (15 F)

L'AGRICULTURE BRETONNE DEPUIS 15 ANS

Encore disponibles :

N° 2 Nationalisme et luttes de classes (1)	10F
N° 3 Nationalisme et luttes de classes (2)	10F
N° 4 Lutte politique, luttes culturelles (1)	10F
N° 5 Lutte politique, luttes culturelles (2)	10F
N° 6 Autonomie et socialisme (1)	10F
N° 7 Autonomie et socialisme (2)	10F

Commandes (+ 1,70F pour envoi) à U.D.B. B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX

Foire-Exposition de Pontivy 24 au 29 Septembre

Parc de Keropert
Concours Agricoles



occasion de mettre en relief la bizarrerie de ces populations primaires.

Au-delà de l'anecdote, audio-visuelle, ce phénomène de refus breton est tout de même remarquable. Comment l'expliquer? N'est-ce pas tout à fait nouveau?

Jos Corbel, Hyères.

Dalc'hit Mad

Est-il besoin de dire que je lis le PB avec de plus en plus de plaisir et essaie de le faire lire dans mon entourage, breton ou pas, en espérant que le cri d'alarme lancé à St-Nazaire au Congrès ne soit jamais une triste vérité... « impossibilité de sortir le PB ». Dalhit mad, neuze.

Soazig Quintin, St-Nazaire.

Continuons

C'est avec regret que je résilie mon abonnement à votre journal, le Peuple Breton. Je vois que la lutte continue en Bretagne. C'est cela mon espérance. Continuez... Pour moi, je suis vieille, mes revenus diminuent mais par ma famille, je resterai en contact avec votre bagarre. Kenavo.

Marie-Thérèse Lannuzel.

Ne regrettez rien. Nous sommes certains — solidarité bretonne oblige — que nos lecteurs auront à cœur de faire en sorte que vous continuiez à trouver le PB chaque mois dans votre boîte aux lettres.

TI JOSIK TAVARN

SOIRÉES FOLK

Rte de Pont-L'Abbé - Tél. 55.14.32.

KEMPER

Bar - Alimentation

Mme Anna Carval

Tréguen - Téléphone 70.67.05
PLOGOFF

Cuivrierie bretonne

Roger CHAUSSY

Graveur diplômé

Rue des Genêts

29144 PLOZÉVET - Tél. (98)58.32.03

Café - Alimentation CODEC
Boulangerie

LOUIS LOXQ

Lestrivin - Plogoff

Tél. 70.65.79

CRÊPERIE « Chez Loïc »

32, rue de la Visitation 35000 RENNES - Tél. 79.00.83

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération

QUIMPER

Tél. 90.63.33

Société

BOUCHON-BOUCHARD

Chauffage - Sanitaire

51 bis, rue du Mal Leclerc VANNES

Tél. (97)47.39.06

distributeur agréé PRIMAGAZ



Crêperie Heb-Ken

monsieur et madame rolland

Spécialité de Crêpes Garnies

5, Rue de Guérande

44000 Nantes

Tél. 73.00.30

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

PUBL VREIZH

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 F (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

MEUBLES Job Ar Gou

Breton - Rustique - Style - Contemporain
Cuisines sur mesure

LIVRAISONS GRATUITES DANS TOUTE LA FRANCE

Route de Perros-Guirec - 22300 LANNION - Tél. (96)37.45.35

CRÊPERIE ty-BREIZ

ses spécialités. krampouz ha jistr-mad

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

lannion

J. ROLLAND

56460 LA CHAPELLE-CARO

Plomberie - Sanitaire
Chauffage Central

Tél. 74.92.95

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN
29200 BREST - Tél. 02.00.33

PEINTURE - PAPIERS PEINTS - TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT D'INTERIEURS - MOQUETTE



Meubles HO-TY

17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns - BREST

Décoration style et moderne - tissus - cuisines aménagées

lettre
décor
sérigraphie



Z.A.C. de BREST
Kergaradec
Tél. 02.10.63

BREST - MÉCANOGRAPHIE Joël SALAÜN

Mobilier de bureau RONEO - Ventes - Réparations - Locations
TOUTES FOURNITURES DE BUREAU

20, rue Michelet (angle rue Kéravel)

29200 BREST - Téléphone 44.67.30

IMPRIMERIE

LE GRAND

8-10, route de Quimper

BREST

Tél. 02.03.89

Librairie - Papeterie du Four

Charles FERRAND

3, rue du Four - LESNEVEN

Photocopies - Matériel de bureau
Machines à écrire et à calculer

PROMOTIONS
SUR
RENTÉE

25%
sur cartables

Breiz
Imprimerie

100, Rue Paul Guieysse
LORIENT
64.16.42

Armor-lux

SOUS-VÊTEMENTS
TEE-SHIRTS
PULLS MARINS
QUIMPER

SKALERIOU A BEP SEURT
FENÊTRES - PORTES - VOILETS

Yann GUEGUEN

DOUR-DU km3 route de Pont-L'Abbé

PLOMELIN KEMPER - Tél. 55.11.42

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82

A LA DUCHESSE ANNE CRÊPERIE

9, rue Malherbe (angle rue Glasgow)
BREST - Tél. 80.13.36

L'ARMOIRE A LINGE

Maison PAUTONNIER

5, rue Laënnec
PONT-CROIX
Tél. 70.41.67

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

PARIS, REINE DU MONDE...

ON pourrait se laisser aller à sourire devant les rodomontades de Valéry Giscard d'Estaing qui, avec l'air suffisant qu'on lui connaît, déclarait le 17 Juillet dernier au cours d'une réunion interministérielle consacrée à l'avenir de l'Île-de-France : « l'ambition que je vous propose est de faire de l'Île-de-France, pour la fin du siècle, la grande métropole économique, culturelle et politique de l'Europe de l'Ouest, et de l'ensemble vertical méditerranéo-africain ».

Une petite phrase cependant qui porte à réfléchir tant ces quelques mots, ces mots-clés dirions-nous, contiennent de prétention impérialiste aux couleurs de la France. Prétention en effet dans une Europe que l'on affirme vouloir construire, que de vouloir dominer sur le plan économique, culturel et politique : « Paris, Reine du Monde » dit la chanson... ! Prétention encore que d'enfoncer le clou de la complémentarité Nord-Sud qui n'est que la forme modernisée d'un colonialisme que la France éternelle a toujours érigé en valeur nationale.

Et dans ce Grand Dessein, quelle place sera réservée à ce petit peuple du bout du monde, à ces braves sujets bretons qui n'intéressent les médias que lorsqu'ils donnent dans le spectaculaire : une marée noire par-ci, une manif anti-nucléaire par-là... ? La réponse est donnée chaque mois dans les colonnes du « Peuple Breton » par l'évocation des difficultés que connaît notre pays : chômage, émigration, désintégration économique, tourisme de luxe, Bretagne-poubelle, militarisation...

La litanie est malheureusement connue, aussi ne retiendrons-nous aujourd'hui que quelques faits qui illustrent bien, en 1980, la situation de dépendance qui nous est dévolue dans un Etat français qui a l'ambition de dominer la vieille Europe.

Quelques jours à peine après la réception des notables bretons à l'Élysée, voilà que les conseillers généraux de droite du Finistère, dans un bel élan d'unanimité avec les élus de gauche, se drapent dans leur dignité et dans leur conscience enfin retrouvée de représentants d'un peuple que l'on berne depuis des décennies, pour déplorer que de nombreuses promesses faites par le gouvernement n'aient pas été tenues.

Il fallait donc que ce que nous dénonçons fût vrai, pour

que des notables de la majorité, aussi traditionnellement complaisants à l'égard du Pouvoir, osent ainsi cracher dans la soupe. On n'avait pas entendu ça depuis le CELIB de l'époque héroïque. Mais il faut aussi que ce Pouvoir soit fort pour prendre le risque, à la veille d'une échéance électorale importante, de susciter une telle grogne.

Il est vrai que cette force et la légitimité sous laquelle elle se déguise, découlent d'un système capitaliste qui, à travers la crise actuelle qu'il a lui-même engendrée, regagne chaque jour le terrain conquis par les travailleurs depuis quelques dizaines d'années. N'est-ce pas en effet une reconquête du système que cette scandaleuse prime au chômage grâce à laquelle on achète le licenciement des travailleurs de l'AOIP ? Dans un pays où le chômage atteint des proportions dramatiques, où le droit au travail est chaque jour davantage bafoué, cette nouvelle tactique patronale est non seulement une provocation honteuse, mais aussi la preuve de cette force et de cette combativité retrouvées que nous évoquions déjà sous ses aspects politiques.

N'est-ce pas enfin cette « reconquista » politique du système qui conduit aujourd'hui le pouvoir giscardien à démanteler les timides tentatives de décentralisation universitaire ? Les étudiants bretons qui, hier encore, pouvaient espérer trouver sur place la formation à laquelle ils aspiraient, devront, comme il y a 20 ans, chercher ailleurs les enseignements qu'on leur refuse chez eux, en les préparant ainsi à l'inévitable déracinement.

Décidément ce renforcement du système n'a d'égal que le désarroi des forces anti-capitalistes, déchirées, divisées, mais auxquelles il suffirait de donner un espoir crédible pour qu'elles se ressaisissent, tant les travailleurs et toutes les victimes du système et de la crise en ont assez de subir le cynique matraquage giscardien.

Et l'U.D.B. est en Bretagne un élément essentiel de la constitution d'une nécessaire convergence de toutes les forces progressistes, qui seule, peut s'opposer efficacement à la formidable mobilisation de toutes les forces réactionnaires que nous connaissons aujourd'hui, aussi bien dans l'Hexagone qu'à travers le monde entier.

UDB